PARLAMENT
der Deutschsprachigen
Gemeinschaft Belgiens



47 AKTUELLES AUS DEN INSTITUTIONEN

10. Jahrgang
18. November 2026

Platz des Parlaments 1 | B-4700 EUPEN | +32 (0)87 31 84 00 | info@pdg.be

www.pdg.be

Inhaltsverzeichnis

NEUES AUS DEN PARLAMENTEN 3

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft 3
Abgeordnetenkammer 3
Senat 4
Parlement de Wallonie 4
Vlaams Parlement 7
Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles 8
Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale (PRB) 9
Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC) 9

NEUES AUS DEN REGIERUNGEN 10

Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft 10
Föderalregierung 23
Belgische Nationalbank 25
Vlaamse Regering 25
Gouvernement de Wallonie 26
Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique 27
Konzertierungsausschuss 27

BELGISCHES STAATSBLATT 29
QUELLENVERZEICHNIS 30

Neues aus den Parlamenten

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Interparlamentarische Ausschusssitzung zur Umsetzung des Europäischen Medienfreiheitsgesetzes (European Media Freedom Act, EMFA)



Am 4. und 5. November 2026 nahm der Vorsitzende des für Medien zuständigen Ausschusses II des Parlaments, Marco Hoffmann, an der interparlamentarischen Konferenz zum Thema „Umsetzung des Europäischen Medienfreiheitsgesetzes" teil, die vom Ausschuss für Kultur und Bildung des Europäischen Parlaments in Brüssel organisiert wurde.
… weiter lesen

AKTUELLE TERMINE

Ausschusssitzungen:

Montag, 23.11.2026
Gemeinsame Sitzung aller Ausschüsse
Tagesordnung
Ausschuss I für allgemeine Politik und Zusammenarbeit, Finanzen, lokale Behörden, Raumordnung, Energie, nachhaltige Entwicklung und Wirtschaftsförderung
Tagesordnung

Dienstag, 24.11.2026
Ausschuss II für Kultur, Erwachsenenbildung, Tourismus, Denkmal- und Landschaftsschutz
Tagesordnung

Mittwoch, 25.11.2026
Ausschuss IV für Gesundheit, Soziales, Familie und Wohnungswesen
Tagesordnung

Donnerstag, 26.11.2026
Ausschuss III für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung
Tagesordnung

Dokument Nr. 187 (2026-2027) Nr. 1
06.11.2026
Beschlussvorschlag zur Genehmigung des Entwurfs eines Geschäftsführungsvertrags zwischen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der VoG Tourismusagentur Ostbelgien (TAO) (2027-2030)

Dokument Nr. 183 (2026-2027) Nr. 1
03.11.2026
Vorstellung der aktuellen Überlegungen zur Reaktivierung von Bahnstrecken zur Aufwertung des Tourismus in der Deutschsprachigen Gemeinschaft – Ausschussbericht

Dokument Nr. 181 (2026-2027) Nr. 1
29.10.2026
Anhörung der Autonomen Hochschule Ostbelgien zum Projekt der Leseförderung – Ausschussbericht

Dokument Nr. 180 (2026-2027) Nr. 1
29.10.2026
Anhörung der Autonomen Hochschule Ostbelgien zu den PISA-Ergebnissen 2025 – Ausschussbericht

Dokument Nr. 178 (2026-2027) Nr. 1
29.10.2026
Programmdekretentwurf 2026

DE KAMER BE LA CHAMBRE BE
Abgeordnetenkammer

ORDRE DU JOUR DES SÉANCES PLÉNIÈRES
Semaine du 16 au 20 novembre 2026

Jeudi, 19/11/2026

Questions orales

Projets de loi et propositions

1. Projet de loi modifiant la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977 et la loi du 22 décembre 2009 relative au régime général d'accise, n°s **56K1734**/1 à 5.

2. - Proposition de résolution relative à l'arrestation de Victoire Ingabire, présidente du parti Dalfa-Umurinzi au Rwanda, à son procès et à la répression plus large visant l'opposition politique rwandaise, n°s **56K1083**/1 à 5.
- Proposition de résolution relative à la libération immédiate de Victoire Ingabire de sa prison rwandaise, n°s **56K1087**/1 et 2.
- Proposition de résolution concernant la détention arbitraire de Victoire Ingabire, n°s **56K1242**/1 et 2.

3. Proposition de résolution visant à soutenir un accord de libre-échange ambitieux entre l'Union

européenne et l'Inde en vue de renforcer l'entrepreneuriat belge, n°s **56K1360**/1 à 5.

4. Projet de loi transposant la directive (UE) 2022/2381 du Parlement européen et du Conseil du 23 novembre 2022 relative à un meilleur équilibre entre les femmes et les hommes parmi les administrateurs des sociétés cotées et à des mesures connexes, et modifiant des différentes lois relatives à l'équilibre entre les femmes et les hommes, n°s **56K1698**/1 à 8.

5. Projet de loi modifiant la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale et la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale en ce qui concerne le projet individualisé d'intégration sociale, n°s **56K1721**/1 à 7.

6. Projet de loi visant à approuver le compte général de l'Administration générale et des comptes généraux des organismes administratifs publics à gestion ministérielle et des services administratifs à comptabilité autonome pour l'année 2025, n°s **56K1736**/1 à 3.

7. Proposition de loi modifiant diverses dispositions en vue de l'abrogation des autorisations applicables aux donations au profit des ASBL, des AISBL, des fondations, des congrégations, des maisons hospitalières de femmes, des séminaires, des écoles secondaires ecclésiastiques et des établissements d'assistance morale du Conseil central laïque, ainsi qu'aux donations et legs destinés à la Croix-Rouge de Belgique, à la Fondation universitaire, à l'Orchestre national de Belgique, au Théâtre royal de la Monnaie, aux Académies royales et aux communes de Comines-Warneton et de Fourons, n°s **56K0674**/1 à 10.

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de résolution relative à l'inscription de la migration de masse comme menace sécuritaire aiguë dans la Vision stratégique et à la réorientation des résultats opérationnels en la matière, n° **56K1876**/1.

2. Proposition de loi portant réforme de l'Ordre des Architectes, n ° **56K1877**/1.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, en vue d'assurer une représentation équilibrée des communes au sein du collège de police de zones pluricommunales comprenant au moins quinze communes, n° **56K1878**/1.

4. Proposition de loi modifiant diverses dispositions en vue d'harmoniser les droits de congé des parents d'accueil et des enfants placés, n° **56K1879**/1.

5. Proposition de loi modifiant le Code pénal en vue d'ajouter les éboueurs, les traducteurs et les interprètes à la liste des personnes exerçant une fonction sociétale, n ° **56K1885**/1.

6. Proposition de résolution concernant la réforme du Règlement général sur les installations électriques (RGIE) en un système d'autocertification liée à l'eID avec une surveillance indépendante axée sur les risques, n° **56K1893**/1.

7. Proposition de loi visant à accroître la flexibilité du congé parental d'accueil et du congé d'adoption, n° **56K1894**/1.

Votes nominatifs

sur les projets de loi et les propositions terminés.

Dokument Nr. 56K1889
10.11.2026
Proposition de résolution relative à la suppression de l'indemnité forfaitaire pour le logement et les frais domestiques des membres du gouvernement fédéral et à la transparence de leur statut pécuniaire.

Senat

Réunions de la semaine 16/11/2026 - 22/11/2026

17/11/2026

Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes

Échange de vues avec Mme Marta Kos, commissaire européenne chargée de l'Élargissement.

Dokument Nr. 8-233
13.11.2026
Dépenses pour l'exercice 2025 et propositions budgétaires pour l'exercice 2027

Parlement de Wallonie

SEANCE PLENIERE: 18/11/2026

1 – PRISES EN CONSIDÉRATION

2 – PROJETS DE DÉCRET

1. Projet de décret portant assentiment à l'Accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, fait à Bruxelles le 15 novembre 2021 (Doc. **708** (2026-2027) N° 1 et 2)

2. Projet de décret relatif aux parcours vers l'emploi (Doc. **709** (2026-2027) N° 1, 1bis à 3)

3. Projet de décret modifiant le Code wallon du Tourisme, dans sa partie décrétale, afin d'assurer sa conformité au Règlement (UE) 2024/1028 du Parlement européen et du Conseil du 11 avril 2024 concernant la collecte et le partage des données relatives aux services de location de logements de courte durée, et modifiant le Règlement (UE) 2018/1724 (Doc. **713** (2026-2027) N° 1 et 2)

4. Projet de décret relatif aux dispositifs Wallonie Formation Continue (Doc. **729** (2026-2027) N° 1 à 3)

5. Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 20 octobre 2026 modifiant l'accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages (Doc. **732** (2026-2027) N° 1 et 2)

3 – PROPOSITIONS DE DÉCRET ET PROPOSITION DE RÉSOLUTION

1. Proposition de décret modifiant l'article 2 du décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne afin d'imposer un contrôle démocratique à la politique tarifaire du Groupe LeTEC, déposée par Mme Hanus, M. Devin, Mme Dejardin, MM. Fontaine, Crampont et Mme Morreale (Doc. **705** (2026-2027) N° 1 et 2)

Proposition de décret modifiant les articles 2 et 2bis du décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne afin de sortir de la déresponsabilisation apparente du Gouvernement en matière de politique tarifaire, déposée par M. Hazée, Mmes Cremasco, Linard et M. Mockel (Doc. **706** (2026-2027) N° 1 et 2)

Proposition de résolution visant à modifier l'article 49 du Contrat de service public conclu entre la Wallonie et l'Opérateur de Transport de Wallonie, déposée par M. Mugemangango, Mmes Pavet, Ammi, Van Walle, Bernard et M. Liradelfo (Doc. **704** (2026-2027) N° 1 et 2)

4 – PROJETS DE MOTION

1. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de M. Liradelfo à M. Desquesnes, Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux, sur le financement des grandes villes et les conséquences pour les habitants par M. Liradelfo (Doc. **741** (2026-2027) N° 1) et par M. J.-P. Bastin et Mme Cassart-Mailleux (Doc. **742** (2026-2027) N° 1)

2. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de M. Hazée à M. Desquesnes, Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux, sur l'abandon de la démarche de coconstruction et le retour du projet d'absorption contrainte des CPAS par les communes par M. Hazée (Doc. **743** (2026-2027) N° 1) et par M. J.-P. Bastin et Mme Cassart-Mailleux (Doc. **744** (2026-2027) N° 1)

3. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de Mme Roberty à M. Coppieters, Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Économie sociale, sur le sacrifice de l'accueil et de l'hébergement des personnes âgées sur l'autel de l'austérité budgétaire par le Gouvernement par Mme Roberty, M. Lefèbvre et Mme Dejardin (Doc. **745** (2026-2027) N° 1) et par Mme Aït Alouha (Doc. **747** (2026-2027) N° 1)

Projet de motion déposé en conclusion de l'interpellation de Mme Ammi à M. Coppieters, Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Économie sociale, sur les conséquences des économies budgétaires sur les maisons de repos et les maisons de repos et de soins par Mme Ammi (Doc. **746** (2026-2027) N° 1)

Projet de motion déposé en conclusion des interpellations de Mme Roberty à M. Coppieters, Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Économie sociale, sur le sacrifice de l'accueil et de l'hébergement des personnes âgées sur l'autel de l'austérité budgétaire par le Gouvernement et de Mme Ammi à M. Coppieters, Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Économie sociale, sur les conséquences des économies budgétaires sur les maisons de repos et les maisons de repos et de soins par Mme Jacqmin et M. Palermo (Doc. **748** (2026-2027) N° 1)

4. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de M. Mugemangango à M. Jeholet, Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de l'Emploi, de la Formation, de la Recherche et du Numérique, sur l'avenir des travailleurs de Clarebout Potatoes et les mesures pour stopper l'hémorragie d'emplois industriels en Wallonie par M. Mugemangango et Mme Van Walle (Doc. **749** (2026-2027) N° 1), par Mmes De Rodder, Tillieux et M. Fontaine (Doc. **750** (2026-2027) N° 1), par M. Dupont (Doc. **751** (2026-2027) N° 1) et par Mme Bluge et M. de Wasseige (Doc. **752** (2026-2027) N° 1)

5. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de M. Dupont à M. Jeholet, Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de l'Emploi, de la Formation, de la Recherche et du Numérique, sur la réforme des centres d'insertion socioprofessionnelle (CISP) et la couverture territoriale de l'offre de formation en Wallonie picarde par M. Dupont (Doc. **753** (2026-2027) N° 1) et par Mme Bluge et M. de Wasseige (Doc. **754** (2026-2027) N° 1)

6. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de M. Hazée à Mme Galant, Ministre de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Infrastructures sportives, sur la gestion chaotique de la réforme des hauts managers par M. Hazée (Doc. **755** (2026-2027) N° 1), par Mme Tillieux et M. Witsel (Doc. **756** (2026-2027) N° 1) et par MM. Massaki Mbaki et C. Bastin (Doc. **757** (2026-2027) N° 1)

Dokument Nr. 758
05.11.2026
Projet de décret relatif à la réallocation des moyens alloués au dispositif des aides à la promotion de l'emploi dans le cadre du décret du 25 janvier 2024 relatif aux centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés et modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, le décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi et le Code judiciaire (Doc. 758 (2026-2027) N° 1)

Dokument Nr. 739
05.11.2026
38e cahier d'observations adressé par la Cour des comptes au Parlement wallon - Fascicules Ier et II (Doc. 739 (2026-2027) N° 1 à 1quater)

Dokument Nr. 717
12.10.2026
Rapport au Parlement wallon sur l'application 2021-2025 du décret du 3 décembre 2020 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives et abrogeant le décret du 25 février 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives - Audition de Madame Galant, Ministre de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Infrastructures sportives - Rapport présenté au nom de la Commission de la fonction publique et des infrastructures sportives par M. Maillen et Mme Özen (Doc. 717 (2026-2027) N° 1)

Dokument Nr. 695
29.09.2026
La santé mentale Audition de : - MM. Blaffart, Van Tichelen et Mme Danloy, Président, Vice-Président et Administratrice et Secrétaire de la Fédération wallonne des services de santé mentale (FéWaSSM) ; - M. Leclercq, Conseiller de la fédération Santhea ; - M. Demesmaecker, Responsable du secteur Santé mentale d'UNESSA ; - Mme Leruse et M. Coibion, Coordinatrice et Responsable des formations d'Agricall ; - Mme Bouton, Inspectrice générale du département Santé de l'Agence pour une Vie de Qualité (AViQ) ; - M. Francart, Conseiller Statut social, Bien-être et Pensions au service Études, Représentation et Plaidoyer de l'Union des classes moyennes (UCM) ; - Mmes Duveau et Gisle, Chercheuse scientifique et Chercheuse scientifique senior au sein de l'unité Enquêtes de santé de Sciensano ; - Mme Duchêne, Pédopsychiatre et Cheffe d'unité de l'hôpital Le ThIPI d'Area+ et Pédopsychiatre-Coordinatrice du service résidentiel pour jeunes Clair Val ; - M. Delrée, Président de la Fédération des associations de médecins généralistes de la Région wallonne (FAGW) ; - Mme Mertens, Présidente de l'Union professionnelle des psychologues cliniciens francophones et germanophones (UPPCF) ; - M. Adam, Responsable de l'Unité psychologique de la sénescence de l'Université de Liège ; - Mme Lambert et M. Minotte, Codirectrice et Codirecteur du Centre de référence en santé mentale (CRéSaM) ; - Mme Chebieb et M. Holsbeek, Adjointe à la coordination fédérale « Cellule des réformes des soins en santé mentale » et Attaché « Soins de santé mentale et assuétudes » du service « Soins intégrés et soins de santé mentale » du SPF Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement ; - M. Thirion et Mme Ringlet, Administrateur délégué et Psychologue et Codirectrice thérapeutique de SOS Suicide ; - M. Martin et Mme Fontaine, Directeur de Télé-Accueil Luxembourg et Directrice de Télé-Accueil Liège - Rapport présenté au nom de la Commission de la santé, de l'environnement et de l'action sociale par Mmes Jacqmin et Dejardin (Doc. 695 (2026-2027) N° 1)

L'application du Job Bonus aux citoyens en Communauté germanophone

Question écrite N° 128 (2026-2027) 1
du 20/10/2026

de MOCKEL Freddy
à JEHOLET Pierre-Yves, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Emploi, de la Formation, de la Recherche et du Numérique

Lors de la présentation du budget wallon 2027, le gouvernement a notamment présenté une mesure appelée Job Bonus. Il s'agit d'une prime annuelle dégressive accordée aux travailleurs domiciliés en Wallonie, selon le communiqué du 12 octobre du Gouvernement wallon. Son montant varie de 500 euros pour les salaires les plus bas à 50 euros pour les personnes gagnant jusqu'à 5000 euros bruts par mois.

Dans les tableaux budgétaires dont nous disposons à l'heure d'écrire cette question, il apparaît que le dispositif de Job Bonus s'inscrit dans le volet emploi.

On peut y lire des réductions de moyens pour « réforme APE, révision mécanisme indexation, rationalisation aides à la formation, lutte contre le double subventionnement, suppressions déductibilité fiscale… » avec des postes de -170, -284, — 368 mio d'euros pour respectivement les années 2027, 2028 et 2029. En face, il y a une budgétisation de 205 mio pour ce Job Bonus à hauteur de 205 mio d'euros pour les années 2028 et 2029.

Alors que le Job Bonus est avancé comme une manière d'atténuer partiellement la vignette automobile, il semble à la lecture du tableau que les moyens budgétaires pour cette mesure proviennent principalement du domaine des politiques d'emploi.

Pour les 9 communes de langue allemande, la plupart des politiques d'emploi ont été transférées de la Région wallonne vers la Communauté germanophone (à l'exception des titres-services) en 1999 et 2016.

Au regard des marges budgétaires dégagées principalement sur des économies dans les politiques d'emploi et considérant que ces matières ont été transférées à la Communauté germanophone pour les communes de langue allemande, est-ce que M. le Ministre confirme-t-il que le Job Bonus bénéficiera bien à tous les citoyennes et citoyens domiciliés sur le territoire de la Région wallonne (y compris ceux habitant en région de langue allemande)?

Est-ce que le financement de ce Job Bonus entraînera des renégociations en matière d'emploi avec la communauté germanophone (compétences et/ou dotations/transferts de moyens) ?

Est-ce que le Job Bonus s'appliquera également aux salariés qui résident sur le territoire de la Région wallonne, mais travaillent dans les pays frontaliers ?

Réponse du 12/11/2026
de JEHOLET Pierre-Yves

Comme j'ai eu l'occasion de l'indiquer en réponse à la question écrite n° 124, le Gouvernement wallon a arrêté, à l'issue du conclave budgétaire, le principe d'un Job Bonus et l'enveloppe budgétaire qui y est consacrée. L'avant-projet de décret qui en fixera les modalités est en cours d'élaboration.

Les points soulevés par l'honorable Membre relèvent de ces modalités. Ces questions sont actuellement à l'analyse et seront tranchées dans le cadre de la préparation du texte.

L'honorable membre aura l'occasion d'examiner l'ensemble de ces éléments lors de la discussion du projet de décret au Parlement.

La restauration des Hautes-Fagnes

Question écrite N° 115 (2026-2027) 1 du 19/10/2026

de SPIES Patrick

à DALCQ Anne-Catherine, Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité

À la faveur de la présentation du budget 2027, nous avons appris que le Gouvernement envisageait de mobiliser 20 millions d'euros sur 4 ans pour restaurer les 3 400 hectares des Hautes-Fagnes touchés par l'incendie, pour renforcer la prévention des feux de forêt (18 M d'euros) et soutenir le tourisme (2 M d'euros).

Cela signifie qu'il y a 18M d'euros à mobiliser dans les crédits de Mme la Ministre. Il y a quelques semaines, plusieurs sources indiquaient qu'une réflexion était en cours pour transférer des budgets de la fiche 319 du Plan de relance de la Wallonie (PRW) destinée à financer la reconstruction résiliente des berges touchées par les inondations vers la restauration des 3 400 ha des Hautes-Fagnes touchés par les incendies.

Qu'en est-il ?

Dans la négative, ces 18 M d'euros font-ils l'objet d'un préciput ou seront-ils mobilisés sur ses crédits classiques ?

Réponse du 12/11/2026
de DALCQ Anne-Catherine

L'honorable membre trouvera, en annexe, réponse à ses questions.

Comme déjà annoncé, le Gouvernement wallon a décidé de mobiliser 20 millions d'euros sur une période de 4 ans, dont 18 millions d'euros seront consacrés à la restauration du site impacté des Hautes-Fagnes et à la prévention et la gestion des risques d'incendie en milieux naturels. 2 millions d'euros seront consacrés au volet touristique du site.

Il s'agit de moyens complémentaires mobilisés par le Gouvernement pour répondre à des besoins exceptionnels. Les budgets consacrés à la restauration et à la prévention des incendies seront inscrits au sein du programme budgétaire 15 060.

Ci-dessous, la ventilation complète

Affectation	Montant	Période	Total
Restauration des Hautes-Fagnes	3 M€/an	4 ans	12 M€
Prévention incendies sur l'ensemble de la Wallonie	1,5 M€/an	4 ans	6 M€
Sous-total			**18 M€**
Tourisme			**2 M€**
Enveloppe globale annoncée			**20 M€**

Vlaams Parlement

Dokument Nr. 1074 (2026-2027) nr. 1
10.11.2026
Voorstel van resolutie over de toekomst van het cultureelerfgoedbeleid

Dokument Nr. 1071 (2026-2027) nr. 1
09.11.2026
Advies aan de Commissie voor Welzijn, Volksgezondheid, Gezin, Armoedebestrijding en Gelijke

Kansen over het verzoekschrift over gelijke behandeling bij de tariefbepaling sociaal vervoer voor personen met een handicap

Dokument Nr. 1070 (2026-2027) nr. 1 09.11.2026
Verslag van de hoorzitting over het voorstel voor een Verordening van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van een kader voor maatregelen in de lidstaten ter waarborging van de betaalbaarheid en beschikbaarheid van woningen (verordening betaalbaar wonen)

Wat werd er beslist in de plenaire vergadering van 10 november 2026?

12 november 2026

Op dinsdag 10 november kwam het Vlaams Parlement samen in de plenaire vergadering. Eerst stelden de volksvertegenwoordigers hun actuele vragen aan de ministers. Daarna werd er gestemd over vier ontwerpen van decreet. Wat werd er beslist?

Nieuwe regels voor sociale huurders en woningkwaliteit

Het Vlaams Parlement keurde nieuwe regels goed voor sociale huisvesting en woningkwaliteit. Zo moeten sociale huurders en kandidaat-huurders die kunnen werken, maar geen job hebben, zich inschrijven bij VDAB en actief meewerken aan de begeleiding naar werk. Wie dat herhaaldelijk weigert, riskeert een hogere huurprijs. Ook wordt het vereiste mondelinge taalniveau voor nieuwe sociale huurders verhoogd van A2 naar B1.

Daarnaast moeten woonmaatschappijen actiever meewerken aan de bestrijding van domiciliefraude en de controle op buitenlands vastgoed. Er komt ook een centraal register met gegevens over sociale huurders. En tot slot worden maatregelen ingevoerd om de kwaliteit van woningen te verbeteren. Zo kunnen verhuurders advies en begeleiding krijgen om hun woning tijdig in orde te brengen.

Aanpassingen aan milieuregels en strengere aanpak van asbest

De Vlaamse milieuwetgeving krijgt een aantal aanpassingen. Zo worden Europese regels over batterijen en afvaltransporten opgenomen in de Vlaamse regelgeving. Ook komen er maatregelen om voedselverspilling en zwerfvuil aan te pakken.

Daarnaast worden de regels rond asbest aangescherpt. Het wordt bijvoorbeeld mogelijk om de verwijdering van bepaalde grote asbestdaken en -gevels te verplichten. Voor sommige gebouwen, waaronder gebouwen die door jongeren worden gebruikt, wordt de termijn om over een asbestattest te beschikken vervroegd naar 2030 in plaats van 2032. Ook bij nieuwe huurovereenkomsten moet de eigenaar vanaf 2030 over een asbestattest beschikken. Verder komen er maatregelen om de kwaliteit van asbestattesten te verbeteren en bepaalde administratieve procedures te vereenvoudigen.

Vernieuwde samenwerking bij begeleiding van daders van seksuele misdrijven

De Federale Staat en de Vlaamse Gemeenschap werken al sinds 1998 samen rond de begeleiding en de behandeling van daders van seksuele misdrijven. Het Vlaams Parlement keurde nu een vernieuwd samenwerkingsakkoord goed.

Dat akkoord moet de samenwerking tussen justitiehuizen en gespecialiseerde hulpverleners verbeteren. Ook wordt het gespecialiseerde hulpaanbod versterkt. De bedoeling is om verdachten en daders van seksuele misdrijven beter te begeleiden en te behandelen, en zo het risico op nieuwe misdrijven en slachtoffers zoveel mogelijk te beperken.

Eenvoudigere werking voor adviescommissie in de welzijnssector

Voor de Adviescommissie voor Voorzieningen van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin en (kandidaat-)pleegzorgers wijzigen er enkele regels. De commissie krijgt een aantal bijkomende opdrachten en moet eenvoudiger en meer digitaal kunnen werken. Daarnaast komen er duidelijkere regels over de verwerking van persoonsgegevens en de vertrouwelijke behandeling van documenten. Ook wordt het mogelijk om bepaalde adviezen van de commissie openbaar te maken.

In onze terugblik op de plenaire vergadering bespreken we enkel ontwerpen en voorstellen van decreet en voorstellen van resolutie die werden goedgekeurd. Het volledige verslag van de plenaire vergadering vind je hier.

Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Dokument Nr. 341 (2026-2027) 11.11.2026
Proposition de résolution visant à limiter les impacts sociaux de la réforme du minerval en réorientant les recettes excédentaires issues de la hausse du minerval vers les services sociaux des établissements

Dokument Nr. 340 (2026-2027) 10.11.2026
Proposition de résolution relative à la lutte contre la violence dans le sport et à la création de comités éthiques dans les clubs

Dokument Nr. 339 (2026-2027)
09.11.2026
Projet de décret modifiant le décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des fédérations représentatives de centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité

Dokument Nr. 338 (2026-2027)
09.11.2026
Projet de décret organisant un système de collecte et de traitement de données relatives aux élèves en Communauté française

Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale (PRB)

Dokument Nr. Fiche A-353/1-26/27
09.11.2026
31e cahier de la Cour des comptes.

Dokument Nr. Fiche A-350/1-26/27
30.10.2026
Projet de règlement contenant le Budget général des Dépenses de l'Agglomération de Bruxelles pour l'année budgétaire 2027.

Dokument Nr. Fiche A-349/1-26/27
30.10.2026
Projet de règlement contenant le Budget des Voies et Moyens de l'Agglomération de Bruxelles pour l'année budgétaire 2027.

Dokument Nr. Fiche A-347/1-26/27
30.10.2026
Projet d'ordonnance contenant le Budget général des Dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2027.

Dokument Nr. Fiche A-346/1-26/27
30.10.2026
Projet d'ordonnance contenant le Budget des Voies et Moyens de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2027.

Dokument Nr. Fiche A-345/1-26/27
30.10.2026
Projet d'ordonnance contenant l'ajustement du Budget général des Dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2026.

Dokument Nr. Fiche A-344/1-26/27
30.10.2026
Projet d'ordonnance contenant l'ajustement du Budget des Voies et Moyens de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2026.

Dokument Nr. Fiche A-342/1-26/27
29.10.2026
Proposition d'ordonnance modifiant le Code bruxellois du Logement en vue d'instaurer la récupération intégrale et obligatoire des avantages sociaux indûment perçus en cas de fraude avérée.

Dokument Nr. Fiche A-341/1-26/27
29.10.2026
Proposition de résolution visant à lutter de manière globale et avec fermeté contre la fraude dans le logement social bruxellois, au moyen de contrôles patrimoniaux proactifs, ciblés et transfrontaliers.

Dokument Nr. Fiche A-329/1-26/27
08.10.2026
Proposition de résolution relative au renforcement de l'apprentissage en alternance et du «duaal leren» en Région bruxelloise.

Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

Dokument Nr. Fiche B-88/1-26/27
09.11.2026
31e cahier de la Cour des comptes.

Dokument Nr. Fiche B-87/1-26/27
30.10.2026
Budget des recettes et des dépenses de la Commission communautaire commune pour l'année budgétaire 2027 - Exposé général.

Dokument Nr. Fiche B-86/1-26/27
30.10.2026
Projet d'ordonnance contenant le Budget général des Dépenses de la Commission communautaire commune pour l'année budgétaire 2027.

Dokument Nr. Fiche B-85/1-26/27
30.10.2026
Projet d'ordonnance contenant le Budget des Voies et Moyens de la Commission communautaire commune pour l'année budgétaire 2027.

Dokument Nr. Fiche B-84/1-26/27
30.10.2026
Projet d'ordonnance ajustant le Budget général des Dépenses de la Commission communautaire commune pour l'année budgétaire 2026.

Dokument Nr. Fiche B-83/1-26/27
30.10.2026
Projet d'ordonnance ajustant le Budget des Voies et Moyens de la Commission communautaire commune pour l'année budgétaire 2026.

Neues aus den Regierungen

Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

111. Sitzung vom 12. November 2026

TOP 3: Gemeinsame Absichtserklärung über die nachbarschaftliche Zusammenarbeit zwischen der Stadt Aachen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens

1. Beschlussfassung:

Die Regierung nimmt die Gemeinsame Absichtserklärung über die nachbarschaftliche Zusammenarbeit zwischen der Stadt Aachen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens zur Kenntnis.

Die Regierung nimmt die Tagesordnung für die gemeinsame Regierungssitzung mit der Stadt Aachen zur Kenntnis.

Die zuständigen Minister werden mit der Durchführung der Zusammenarbeit in ihren jeweiligen Ressorts beauftragt.

2. Erläuterungen:

Zwischen der Deutschsprachige Gemeinschaft und der Stadt Aachen bestehen seit vielen Jahren gute Beziehungen. In zahlreichen Sachbereichen arbeiten die beiden Partner zusammen, jedoch ist diese Zusammenarbeit nie formell festgehalten worden. Angesichts des beidseitigen Interesses an einer weiteren Ausgestaltung der vertrauensvollen bilateralen Beziehungen und dem gemeinsamen Willen, Hindernisse in der interregionalen und grenzüberschreitenden Zusammenarbeit zu beseitigen, haben die beiden Parteien beschlossen im Rahmen einer ersten gemeinsamen Regierungssitzung eine entsprechende Absichtserklärung zu unterzeichnen. Diese Regierungssitzung findet statt am 19.11.2026 in Aachen.

Im Rahmen ihrer jeweiligen Zuständigkeiten soll die Zusammenarbeit insbesondere durch folgende Maßnahmen verwirklicht werden:

- den Austausch von Informationen, Erfahrungen und bewährten Praktiken;
- die Entwicklung, Durchführung und Unterstützung gemeinsamer Projekte;
- die Beteiligung an geeigneten Vorhaben und Programmen des jeweils anderen Partners sowie der zuständigen Einrichtungen, soweit dies möglich ist;
- die gegenseitige Unterstützung bei Fragen der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit und die Vernetzung relevanter Akteure und Einrichtungen;
- die Förderung von Begegnungen zwischen Bürgerinnen und Bürgern;
- die Pflege und Sichtbarmachung der deutschen Sprache sowie der kulturellen und historischen Gemeinsamkeiten der Grenzregion;
- die gegenseitige Information über relevante Entwicklungen und Initiativen in den jeweiligen Zuständigkeitsbereichen;
- die Prüfung und Nutzung geeigneter europäischer Förderprogramme und Initiativen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Vorliegende Erklärung hat keine unmittelbaren finanziellen Auswirkungen auf den Haushalt der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

TOP 4: Infrastrukturprojekt 6115 - BSDG VoG - Büllingen - BIB - Installation eines Ballfangnetzes - Anerkennung der Dringlichkeit

1. Beschlussfassung:

Die Regierung erkennt die Dringlichkeit des Infrastrukturvorhabens „Büllingen – BIB – Installation eines Ballfangnetzes" gemäß Art. 22 §1 des Dekretes vom 18. März 2002 zur Infrastruktur an.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Antragsteller des Infrastrukturvorhabens „Büllingen – BIB – Installation eines Ballfangnetzes" ist die VoG BSDG. Die Anmeldung des Infrastrukturvorhabens und der zugehörige Finanzplan datieren vom 4. November 2026.

Der Schulhof wird derzeit am hangseitigen Rand durch ein von der Gemeinde Büllingen provisorisch zur Verfügung gestelltes Ballfangnetz eingefasst. Da die Gemeinde dieses nun anderweitig benötigt, wird es innerhalb der nächsten Tage entfernt werden.

Um die sichere Nutzung des Schulhofs weiterhin gewährleisten zu können, ist die kurzfristige Beschaffung eines Ersatznetzes dringend erforderlich.

Das Ballfangnetz stellt eine wichtige Sicherheitseinrichtung für die Nutzung des Schulgeländes dar. Aufgrund der geografischen Lage besteht die Gefahr, dass Bälle bei sportlichen Aktivitäten über die Begrenzung des Schulgeländes hinaus den angrenzenden Hang hinunter ins Tal gelangen. Ohne eine entsprechende Ballfangeinrichtung besteht das Risiko, dass Schülerinnen und Schüler versuchen, diesen Bällen nachzulaufen. Dabei würden sie das Schulgelände verlassen und sich in einen Bereich mit erheblicher Absturz- und Verletzungsgefahr begeben.

Das Ballfangnetz dient somit unmittelbar der Unfallprävention und trägt wesentlich zur Sicherheit der Schülerinnen und Schüler während der schulischen Aktivitäten bei.

Der Bürgermeister der Gemeinde Büllingen hat die Dringlichkeit der Maßnahme in seiner Erklärung vom 3; November 2026 entsprechend begründet.

Die Kostenvoranschläge zur Installation eines Ballfangnetzes liegen vor und sind dem Infrastrukturdienst im Ministerium fristgerecht, sprich spätestens innerhalb eines Monats nach etwaiger Auftragserteilung, übermittelt worden.

Die Gesamtkosten für die Installation eines Ballfangnetzes am Rand des Schulhofs am BIB in Büllingen belaufen sich laut Finanzplan vom 4. November 2026 auf insgesamt 5.160€ (inkl. MwSt.).

Aus den vorgenannten Gründen hat die VoG BSDG einen vollständigen Antrag auf Anerkennung des Dringlichkeitsverfahrens im Sinne von Art. 22 §1 des Dekrets vom 18. März 2002 zur Infrastruktur gestellt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

OB 70 - PR 07 - ZW 64.10 (Zuschüsse für die Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung im freien subventionierten Unterrichtswesen)

Projektkosten: 5.160€
Voraussichtlicher Zuschuss (100%): 5.160€

TOP 6: Erlass der Regierung zur Genehmigung der Satzungsänderungen der Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes "Öffentlicher Wohnungsbau Ostbelgien GmbH"

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass der Regierung zur Genehmigung der Satzungsänderungen der Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes „Öffentlicher Wohnungsbau Ostbelgien GmbH"

Der Minister für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Im Rahmen der Investitionsvereinbarung 2027-2031 und der damit einhergehenden Kapitaleinlage der Deutschsprachigen Gemeinschaft von 37 Mio EUR werden die Satzungen der Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes „Öffentlicher Wohnungsbau Ostbelgien GmbH." angepasst.

Folgende Anpassungen werden vorgenommen:

- Ermächtigung des Verwaltungsrates für die Dauer von fünf Jahren zur Ausgabe neuer Aktien
- Anpassung des Verfahrens für den Rücktritt von Aktionären und die Rückzahlung ihrer Aktien
- Anpassung der Bestimmungen über die Ergebnisverwendung und Ausschüttungen

Am 21. Oktober 2026 hat die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes „Öffentlicher Wohnungsbau Ostbelgien GmbH." die angepassten Satzungen eingereicht und die Genehmigung durch die Regierung beantragt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es gibt keine finanziellen Auswirkungen für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 9: Nachtrag 1 zum Geschäftsführungsvertrag 2024-2030 vom 26. März 2024 mit der „Landwirtschaftliches Schulungszentrum der Grünen Kreise, Agra-Frauen und Ländlichen Gilden" VoG (LSZ) und dem Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen (IAWM)

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Nachtrag 1 zum Geschäftsführungsvertrag 2024-2030 vom 26. März 2024 mit der „Landwirtschaftliches Schulungszentrum der Grünen Kreise, Agra-Frauen und Ländlichen Gilden" VoG (LSZ) und dem Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen (IAWM) und lässt dem Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft eine Abschrift dieses Nachtrags zukommen.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Auf Antrag des LSZ und mit Einverständnis des IAWM werden die im Geschäftsführungsvertrag 2024-2030 vorgesehenen Mittel für die Jahre 2027 bis 2030 in Höhe von insgesamt 393.582,41 EUR gleichmäßiger als im Geschäftsführungsvertrag vorgesehen auf die vier Haushaltsjahre verteilt, ohne dass sich das Total des im Geschäftsführungsvertrag vorgesehenen Zuschusses erhöht. Zudem wird die Aufteilung der jährlich zur Verfügung stehenden Mittel in Personal- und Projektkosten angepasst.

Der Nachtrag 1 sieht folgende Zuschüsse vor:

Haushaltsjahr	Personalkosten	Projektkosten	Zuschusstotal
2027	88.227,51 €	8.500,00 €	96.727,51 €
2028	89.330,35 €	8.500,00 €	97.830,35 €
2029	90.446,98 €	8.500,00 €	98.946,98 €
2030	91.577,57 €	8.500,00 €	100.077,57 €

3. Finanzielle Auswirkungen:

Keine.

TOP 10: Geschäftsführungsvertrag 2027-2030 mit dem Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Entwurf des Geschäftsführungsvertrages 2027-2030 mit dem Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird beauftragt den Geschäftsführungsvertrag dem Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Genehmigung zukommen zu lassen.

2. Erläuterungen:

Gemäß Artikel 105 des Dekrets vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft schließt die Regierung mit dem Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen einen Geschäftsführungsvertrag ab dem 1. Januar 2027 bis zum 31. Dezember 2030 ab.

Der Geschäftsführungsvertrag ist in folgende Punkte unterteilt:

- Allgemeine Grundsätze;
- Grundlage und Gegenstand des Geschäftsführungsvertrags;
- Chancengleichheit;
- Begriffsbestimmungen;
- Leistungsbeschreibung – Aufgabenbeschreibung;
- Nutznießer;
- Personalkader;
- Qualitative und quantitative Vorgaben;
- Finanzen;
- Bewertung der Umsetzung des Geschäftsführungsvertrags;
- Unterstützungshinweis;
- Datenschutz;
- Arbeitsrecht;
- Öffentliche Aufträge;
- Folgen bei Nichthaltung des Geschäftsführungsvertrags;
- Schlussbestimmungen.

Im beiliegenden Anhang I des Geschäftsführungsvertrags werden zu folgenden spezifischen Projekten strategische Ziele und entsprechende Arbeitsschritte festgelegt:

- Verwaltungstechnische Aufgaben des IAWM;
- Pädagogische Aufgaben des IAWM;
- Lehrstellen–Matching und Kooperation mit dem Arbeitsamt zum Thema Teilqualifizierung von Arbeitssuchenden;
- BIDA („Berufsintegration durch Ausbildungsbegleitung in der dualen Ausbildung“) in der Anlehre und Anlehre+;
- Aus- und Weiterbildung in der Landwirtschaft;
- Neue gemeinsame Außendarstellung;
- Baukompetenzzentrum St. Vith.

Die Aktualität dieses Anhangs wird mindestens nach Ablauf von Zweijahresperioden überprüft und entsprechend angepasst bzw. erweitert.

Die Verwaltungsratsmitglieder haben den vorliegenden Entwurf am 28. Oktober 2026 gutgeheißen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Zur Durchführung der im vorliegenden Geschäftsführungsvertrag definierten Aufgaben und Leistungen erhält das IAWM im Rahmen der zur Verfügung stehenden Haushaltsmittel folgende jährlichen Dotationen:

in Euro	2027	2028	2029	2030
A. Allgemeine Dotation	6.784.000	6.868.800	6.954.700	7.041.600
B. Dotation für Prämien an Arbeitgeber und Auszubildende	245.000	245.000	245.000	245.000
C. Dotation für Investitionsausgaben	20.000	20.000	20.000	20.000
TOTAL	7.049.000	7.133.800	7.219.700	7.306.600

Für die Umsetzung neuer rekurrenter Aufgaben beziehungsweise Projekte, die nicht im vorliegenden Geschäftsführungsvertrag aufgeführt sind und die gegebenenfalls im Laufe der Umsetzung des Geschäftsführungsvertrages in Angriff genommen werden können und für die gegebenenfalls zusätzliche finanzielle Mittel erforderlich sind, entscheidet die Regierung. Diese neuen rekurrenten Aufgaben sind Bestandteil spezifischer Nachträge zwischen der Regierung und dem IAWM.

TOP 11: Vereinbarung zur Durchführung eines Pilotprojektes zur Weiterentwicklung der touristischen Informationsstellen in Amel und Bütgenbach

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt die Vereinbarung zur Durchführung eines Pilotprojektes zur Weiterentwicklung der touristischen Informationsstellen in Amel und Bütgenbach.

Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien wird mit der Durchführung beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die Tourismusstrategie hat die mangelnde Harmonisierung der touristischen Informationsstellen sowie die fehlende Sichtbarkeit der touristischen Marke als Schwachpunkt klar benannt. Zudem sind die noch bestehenden touristischen Informationsstellen nicht zukunftsfähig aufgestellt. Das betrifft sowohl die Ausstattung (Möbel wie IT) als auch das Serviceangebot. Nicht zuletzt kommt der Datenpflege eine besondere Rolle zu, da sich Touristen vermehrt digital informieren. Eine enge Zusammenarbeit mit der Tourismusagentur Ostbelgien ist notwendig. Die Gemeinden sollen im Informationsangebot in den Hintergrund treten.

Es ist daher vorgesehen, die Anzahl der „Häuser für Tourismus" zu begrenzen, diese aber besser zu fördern und damit eine Vereinheitlichung, aber auch Professionalisierung greifen kann. Ziel ist der effizientere Einsatz des Personals, eine deutlich bessere Sichtbarkeit der Destination und eine enge Zusammenarbeit mit der Tourismusagentur.

Mit dem Programmdekret wird die Möglichkeit geschaffen, ein Pilotprojekt zu fördern, um ein neues Konzept zu erarbeiten, zu testen und auf die weiteren „Häuser für Tourismus" zu übertragen. Das neue Tourismusdekret wird diese Neuausrichtung gesetzlich verankern.

Die Eckpunkte für das neue Konzept haben die Tourismusschöffen der neun Gemeinden in einem Workshop mit einer externen Beraterfirma erarbeitet.

Fristgerecht haben sich die Tourismus-Dachverbände (DV) der Gemeinden Bütgenbach und Amel als Pilotstandorte im Sinne des Dekretes zur Verfügung gestellt. Die externe Beraterfirma wird nun auf Grundlage der Workshop-Ergebnisse ein Konzept vorlegen und mit Bütgenbach und Amel umsetzen. Dazu gehört auch ein Raumkonzept. Sie werden darüber hinaus im Verlaufe des Pilotprojektes die Umsetzung begleiten.

Die Projektträger müssen das Konzept in Absprache mit einer Lenkungsgruppe umsetzen, eng mit der Tourismusagentur arbeiten und auf die Übertragbarkeit der Ergebnisse auf die anderen Infostellen achten. Sie müssen die gesamte Destination bewerben. Unter Umständen werden neue Arbeitsinstrumente und Weiterbildungen notwendig.

Im Gegenzug übernimmt die Deutschsprachige Gemeinschaft 80 Prozent der Personalkosten sowie Funktionskosten von maximal 4.000 Euro der Trägereinrichtungen in Amel und Bütgenbach während der Projektlaufzeit. Das Projekt beginnt am 1. Januar 2027 und endet am 31. Dezember 2027. Es kann maximal 12 Monate verlängert werden.

Die Vereinbarung regelt die Aufgabenstellung, die Lieferergebnisse und die Höhe der Zuschüsse.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die beiden Projektträger erhalten als Zuschuss für Personal- und Funktionskosten maximal:

Haushaltsjahr	Träger	Zuschusshöhe
2027	DV Amel	49.905,52 €
2027	DV Bütgenbach	88.813,07 €

Bislang wurden beide touristischen Informationsstellen mit insgesamt 49.440 EUR bezuschusst. Die Mehrkosten für das Pilotprojekt im Haushalt 2027 betragen somit 89.278,59 Euro.

Ausgezahlt wird der Zuschuss über die Kostenstelle 33.22 im OB 40 PR 14. Die Mittel sind im Haushalt 2027 vorgesehen.

---

110. Sitzung vom 05. November 2026

TOP 3: Beschluss zur Vergabe eines öffentlichen Lieferauftrags für die Errichtung eines Hochseilgartens im Sport- und Ferienpark Worriken

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Beschluss zur Vergabe eines öffentlichen Lieferauftrags für die Errichtung eines Hochseilgartens im Sport- und Ferienpark Worriken im offenen Verfahren mit EU-Bekanntmachung.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen, wird mit der Durchführung des Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die Veröffentlichung des Lastenheftes des öffentlichen Lieferauftrages „für die Errichtung eines Hochseilgartens im Sport- und Ferienpark Worriken im offenen Verfahren" wurde am 18. Juni 2026 genehmigt (Referenz: EXX/2026/18.06/1213).

Am 23. Juni 2026 wurde das Lastenheft im offenen Verfahren mit EU-Bekanntmachung über die Plattform e-Procurement veröffentlicht. Die Angebotseröffnung erfolgte am 2. September 2026 über die Plattform e-Procurement.

Ein Angebot wurde frist- und formgerecht elektronisch eingereicht:

- KristallTurm GmbH & Co. KG

Der Bieter wurde in Bezug auf das Zugangsrecht geprüft. Das Angebot des Unternehmens KristallTurm GmbH & Co. KG wurde als regelkonform gewertet.

Die detaillierte Prüfung ist dem beigefügten Submissionsbericht zu entnehmen.

Das einzige eingereichte und ordnungsgemäße Angebot wurde anhand der im Lastenheft festgelegten Zuschlagskriterien bewertet. Das Angebot erzielte insgesamt 90 von 100 Punkten und stellt somit das wirtschaftlich günstigste Angebot dar. Die detaillierte Bewertung ist dem beigefügten Submissionsbericht zu entnehmen.

Ergänzend wurde eine Wirtschaftlichkeitsberechnung durchgeführt, um die wirtschaftliche Tragfähigkeit der Investition zu bewerten und zu ermitteln, innerhalb welchen Zeitraums sich die Investitionskosten des Hochseilgartens auf Grundlage der erwarteten Nutzung und der daraus resultierenden Einnahmen voraussichtlich amortisieren (siehe Anhang- Wirtschaftlichkeitsberechnung neuer Hochseilgarten).

Der Auftrag wird unter Berücksichtigung der ausgewählten Optionen an das Unternehmen Kristall-Turm GmbH & Co. KG zum Preis von 1.050.804,81 € ohne Mehrwertsteuer vergeben.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die Genehmigung der Vergabe des Lieferauftrags führt zu finanziellen Auswirkungen in Höhe von 1.050.804,81€ ohne Mehrwertsteuer.

Der Auftrag wird zu Lasten der Haushaltszuweisung 74.22 im Investitionshaushalt des Organisationsbereichs 00 im Programm 00 des Ausgabenhaushaltsplanes der DgG Gemeinschaftszentren abgewickelt.

TOP 5: Dekretvorentwurf zur Zustimmung folgender internationaler Rechtsakte:
1. Vertrag über Freundschaft und Zusammenarbeit in Südostasien, vom 24. Februar 1976, geschehen zu Denpasar (Bali),
2. Protokoll zur Veränderung des Vertrags über Freundschaft und Zusammenarbeit in Südostasien, vom 15. Dezember 1987, geschehen zu Manilla (Philippinen),
3. Zweites Protokoll zur Veränderung des Vertrags über Freundschaft und Zusammenarbeit in Südostasien, vom 25. Juli 1998, geschehen zu Manilla (Philippinen),
4. Drittes Protokoll zur Veränderung des Vertrags über Freundschaft und Zusammenarbeit in Südostasien, vom 23. Juli 2010, geschehen zu Hanoi (Vietnam)

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in erster Lesung den Dekretvorentwurf zur Zustimmung folgender internationaler Rechtsakte:

1. Vertrag über Freundschaft und Zusammenarbeit in Südostasien, vom 24. Februar 1976, geschehen zu Denpasar (Bali),
2. Protokoll zur Veränderung des Vertrags über Freundschaft und Zusammenarbeit in Südostasien, vom 15. Dezember 1987, geschehen zu Manilla (Philippinen),
3. Zweites Protokoll zur Veränderung des Vertrags über Freundschaft und Zusammenarbeit in Südostasien, vom 25. Juli 1998, geschehen zu Manilla (Philippinen),
4. Drittes Protokoll zur Veränderung des Vertrags über Freundschaft und Zusammenarbeit in Südostasien, vom 23. Juli 2010, geschehen zu Hanoi (Vietnam)

Die Regierung beschließt, in Anwendung von Artikel 84 §1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 das Gutachten in 30-Tage-Frist zu beantragen.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen, wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Zum Inhalt

Der Vertrag über Freundschaft und Zusammenarbeit in Südostasien – nachstehend TAC (Treaty of Amity an Corporation in Southeast Asia) genannt - ist ein völkerrechtlicher Vertrag zur Förderung von Frieden, Freundschaft und Zusammenarbeit in Südostasien.

Dieser Vertrag wurde am 24. Februar 1976 von Indonesien, Malaysia, den Philippinen, Singapur und Thailand unterzeichnet. Er gilt als grundlegendes Instrument der ASEAN (Association of South East Asian Nations) für regionale Friedenssicherung und Kooperation.

Die ASEAN umfasst mittlerweile elf Mitglieder (Brunei, Indonesien, Kambodscha, Laos, Malaysia, Myanmar, Philippinen, Singapur, Thailand, Vietnam, Osttimor).

2012 erfolgte der Beitritt der EU als erste Regionalorganisation. Da der TAC eine Voraussetzung für die Teilnahme am Ostasien-Gipfel ist, war der Beitritt für die EU auch strategisch bedeutsam. Er stärkt ihr wirtschaftlich- und sicherheitspolitisches Engagement in Südostasien.

Inhaltlich verpflichten sich die Vertragsparteien auf gewaltfreie Konfliktlösung, Nichteinmischung in innere Angelegenheiten, Achtung der territorialen Integrität und kooperative Beziehungen. Der TAC wird dabei als ein Verhaltenskodex für zwischenstaatliche Beziehungen in der Region und darüber hinaus verstanden. Er bezweckt zudem die Zusammenarbeit in wirtschaftlichen, sozialen, kulturellen, wissenschaftlichen und technischen Bereichen.

Der TAC enthält keine Bestimmungen mit unmittelbarer Wirkung. Er betrifft ausschließlich die zwischenstaatliche Zusammenarbeit als solche.

Der Beitritt jedes einzelnen Staates zum TAC wird in der Region als deutliches Zeichen für das Be-

streben des betreffenden Staates in Richtung Zusammenarbeit mit der ASEAN angesehen. Somit ist auch der Beitritt Belgiens aus diesem Grund angezeigt.
Länder wie u.a. Deutschland, Frankreich, die Niederlande, Dänemark, Griechenland, Großbritannien, Norwegen, Finland, die Vereinigten Staaten, Russland, China, Japan, Australien sind bereits beigetreten.

Zur Zuständigkeit der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Im Rahmen ihrer Sitzung 14. März 2023 hat die Arbeitsgruppe für Gemischte Verträge festgestellt, dass es sich bei dem vorliegenden Übereinkommen um einen „Gemischten Vertrag" im Sinne von Artikel 167 §4 der Verfassung handelt.

Sowohl die angestrebte soziale, kulturelle und wissenschaftliche Zusammenarbeit als auch die Zusammenarbeit auf Bildungsebene (siehe Artikel 4, 8 und 11) fallen in den Zuständigkeitsbereich der Gemeinschaften.

Damit der Vertrag und die Protokolle in Kraft treten können, bedarf es der Zustimmung des Parlaments der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 7: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 29. Februar 2024 zur Bestellung der Mitglieder der Paritätischen Kommission für das offizielle subventionierte Unterrichtswesen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 29. Februar 2024 zur Bestellung der Mitglieder der Paritätischen Kommission für das offizielle subventionierte Unterrichtswesen.

Die Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die Paritätische Kommission hat über die allgemeinen Arbeitsbedingungen zu beraten, allen drohenden oder eventuell ausgebrochenen Unstimmigkeiten zwischen den Trägern und Mitgliedern des Personals vorzubeugen beziehungsweise sie zu schlichten und ergänzende Regeln zu den statutarischen Bestimmungen des Dekrets vom 29. März 2004 zur Festlegung des Statuts der subventionierten Personalmitglieder des offiziellen subventionierten Unterrichtswesens und der offiziellen subventionierten psycho-medizinisch-sozialen Zentren aufzustellen bzw. vorzuschlagen.

Durch vorliegenden Erlass wird im Erlass, der die Mitglieder der Paritätischen Kommission für das offizielle subventionierte Unterrichtswesen bestellt, Frau Martina Jagla in ihrer Funktion als beigeordnete Sekretärin durch Herrn Christoph Bohn ersetzt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 8: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 18. Oktober 2023 zur Festlegung der Basiszuwendung und der Zusatzzuwendungen im Rahmen der AktiF- und AktiF PLUS-Beschäftigungsförderung

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 18. Oktober 2023 zur Festlegung der Basiszuwendung und der Zusatzzuwendungen im Rahmen der AktiF- und AktiF PLUS-Beschäftigungsförderung.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Mit dem vorliegenden Erlass legt die Regierung das Budget für die Basiszuwendungen sowie die jeweiligen Zusatzzuwendungen ab dem 1. Januar 2027 fest. Diese Mittel stehen den lokalen Behörden im Rahmen eines erneuerbaren Abkommens für die Beschäftigung von Arbeitnehmern im AktiF- bzw. AktiF PLUS-System zur Verfügung.

Per Ministerialerlass werden die AktiF-Zuschüsse zum 1. Januar 2027 indexiert. Die Indexierung erfolgt entsprechend Artikel 22 des Erlasses der Regierung vom 28. September 2018, wonach der Indexstand des Monats März des vorangegangenen Jahres durch den Indexstand des Monats März des davorliegenden Jahres geteilt und das Ergebnis auf den jeweiligen Zuschuss angewandt wird.

Die Anwendung dieser Berechnungsweise führt ab 1. Januar 2027 zu einer Erhöhung der jährlichen Zuschüsse um 1,37 %. Infolgedessen sind auch die Basiszuwendung sowie die zweite Zusatzzuwendung in Anwendung der vorgenannten Abkommen entsprechend anzupassen.

Von der Indexierung ausgenommen sind die Zuschüsse im Rahmen des Arizona-Zuschlags sowie die Zuschüsse für die Containerparks. Da die erste Zusatzzuwendung einer Vollzeitstelle mit Arizona-Zuschlag entspricht, unterliegt auch diese Zusatzzuwendung keiner Indexierung.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die Anpassung der Basis- und Zusatzzuwendungen hat keine zusätzlichen Auswirkungen auf den

Haushalt der Deutschsprachigen Gemeinschaft. Die aus der Indexierung resultierenden Mehrausgaben wurden bereits im Rahmen des Ministerialerlasses zur Indexierung der AktiF-Zuschüsse berücksichtigt und von der Finanzinspektion geprüft.

Der zuständige Fachbereich schätzt die sich aus der Indexierung der Zuschüsse ergebenden Mehrkosten auf rund 50.000 EUR pro Jahr. Die erforderlichen Mittel können über den OB 30 PR 23 ZW 43.01 aufgebracht werden.

TOP 10: Abänderungsvorschläge zum Programmdekretentwurf 2026

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in erster und letzter Lesung die Abänderungsvorschläge zum Programmdekretentwurf 2026.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird damit beauftragt, die Abänderungsvorschläge dem Parlament zu übermitteln.

2. Erläuterungen:

Mit dem Dekret vom 1. Juni 2026 über Maßnahmen im Unterrichtswesen und in der Ausbildung 2026 wurde eine allgemeine Rechtsgrundlage geschaffen, die es ermöglicht, ausländische Abschlüsse in der mittelständischen Ausbildung mit einem in der Deutschsprachigen Gemeinschaft verliehenen Gesellenzeugnis oder Meisterbrief gleichzustellen.

Ausländische Abschlüsse, die zur Ausübung eines Gesundheitspflegeberufs berechtigen, werden vom für Gesundheit zuständigen Fachbereich des Ministeriums geprüft und von der Regierung anerkannt, wobei es unerheblich ist, ob es sich um eine schulische bzw. akademische oder mittelständische bzw. berufliche Ausbildung handelt. Diese Zuständigkeit des Fachbereichs und der Regierung soll nicht verändert werden. Um eine klare Aufteilung der Zuständigkeiten zu gewährleisten, schlägt die Regierung vor, Artikel 14.1 des Dekrets vom 16. Dezember 1991 über die Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen dahingehend zu präzisieren, dass das IAWM nicht zuständig ist für die inhaltliche Gleichstellung von ausländischen Abschlüssen, die in dem Land, in dem das Diplom verliehen wurde, zur Ausübung eines Gesundheitspflegeberufs im Sinne vom Koordinierten Gesetz vom 10. Mai 2015 über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe berechtigen. Das IAWM wäre jedoch weiterhin für die Niveau-Gleichstellung solcher Abschlüsse zuständig, da sowohl in der Verwaltung als auch im Unterrichtswesen eine Niveaugleichstellung einen Vorteil für die gehaltliche Einstufung bringen kann, wenn Personen mit einer mittelständischen bzw. beruflichen Ausbildung sich beruflich umorientieren möchten.

Zur Überprüfung und zur Gleichstellung von ausländischen Abschlüssen in der mittelständischen Ausbildung benötigt das IAWM Daten der Personen, die einen Antrag auf Gleichstellung stellen. Daher ist es erforderlich, die bestehenden Datenschutz-Bestimmungen im Dekret vom 16. Dezember 1991 über die Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen zu ergänzen. Der Antrag auf Begutachtung der Datenschutzbestimmungen wurde am 5. März 2026 bei der

Datenschutzbehörde im Rahmen eines eigenständigen Dekretvorentwurfs (Regierungsbeschluss vom 26. Februar 2026 Nr. EXX/26.02.2026/JF/249) gestellt.

In ihrem Gutachten 130/2026 vom 22. Juni 2026 ist die Datenschutzbehörde der Ansicht, dass folgende Änderungen vorgenommen werden sollten:

- in der Begründung die Situationen darzulegen, in denen das IAWM veranlasst sein kann, personenbezogene Daten über die Person, die einen Antrag auf Gleichstellung gemäß Artikel 14.1 des Dekrets vom 16. Dezember 1991 stellt, an Dritte zu übermitteln (Bemerkung Nr. 14),
- die Bestimmungen über die Weitergabe von Daten an Dritte über die Person, die einen Antrag auf Gleichstellung gemäß Artikel 14.1 stellt, zusammenzufassen (Bemerkung Nr. 15),
- die Aufbewahrungsfrist für personenbezogene Daten festzulegen, deren Verarbeitung der Vorentwurf vorsieht (Bemerkung Nr. 17),
- in Artikel 34.7 des Dekrets vom 16. Dezember 1991 die Streichung des Verweises auf die Notwendigkeit vorzusehen, dass die Regierung bei der Festlegung der Aufbewahrungsfristen die Behörde konsultieren muss (Bemerkung Nr. 18).

Die Regierung schlägt vor, das Dekret vom 16. Dezember 1991 über die Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen um Datenschutzbestimmungen für die Gleichstellung von ausländischen Abschlüssen in der mittelständischen Ausbildung dem Gutachten entsprechend zu ergänzen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es gibt keine finanziellen Auswirkungen für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 11: Anerkennung der Steuerabzugsfähigkeit bestimmter Spenden für die Jahre 2027-2030 für die Frauenliga VoG, Rathausplatz 5/4, 4700 Eupen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft gibt in Anwendung von Artikel 14533 des Steuereinkommengesetzbuches 1992 ein günstiges Gutachten ab, der Frauenliga VoG, Rathausplatz

5/4 in 4700 Eupen, für die Jahre 2027 bis 2030 die Anerkennung zur Ausstellung von Bescheinigungen zur Steuerabzugsfähigkeit bestimmter Spenden zu erteilen.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen wird beauftragt, den föderalen Finanzminister über diesen Beschluss zu informieren.

2. Erläuterungen:

Artikel 145^{33} des Steuereinkommengesetzbuches 1992 regelt die Bedingungen zur Anerkennung von Organisationen, die Bescheinigungen zur Steuerspendenabzugs-fähigkeit ausstellen können.

Die Anerkennungsanträge müssen beim Finanzminister eingereicht werden. Dieser beauftragt daraufhin die lokale zuständige Steuerbehörde, ein Gutachten zu erstellen. Zeitgleich wird die Akte der zuständigen Gemeinschaftsregierung übermittelt, die ein begründetes Gutachten zur Erfüllung der Bedingung die in Artikel $63^{18/3}$, §2, Nummer 1 des Ausführungserlasses zum Einkommenssteuergesetzbuchs 1992 abgeben muss. Der Ausführungserlass sieht vor, dass die Entscheidung über die Anerkennung Gegenstand einer gemeinsamen Entscheidung der Föderalregierung und der jeweiligen zuständigen Gemeinschaftsregierung ist.

Die Frauenliga VoG beantragte durch ihr Schreiben vom 22. Juni 2026 beim Finanzministerium eine Anerkennung der Spendenabzugsfähigkeit gemäß Artikel 145^{33}, § 1, Absatz 1, Nummer 1, Buchstabe d) des Einkommensteuergesetzbuches und unterzeichnete die entsprechende Verpflichtungserklärung am 22. Juni 2026.

Die Frauenliga VoG/Vie Féminine asbl ist im Bereich der Kulturverbreitung tätig und insbesondere in der ständigen Weiterbildung und der kulturellen Animation. Die Frauenliga VoG verfügt als Erwachsenenbildungseinrichtung über ein durch die Regierung genehmigtes Gesamtkonzept 2022-2025, das bis Ende 2027 verlängert wurde.

Gemäß Artikel 7 Absatz 1 Nummer 3 des Dekrets vom 17. Dezember 2008 zur Förderung der Einrichtungen der Erwachsenenbildung muss die Frauenliga als geförderte Erwachsenenbildungseinrichtung innerhalb von zwei Kalenderjahren mindestens 208 Weiterbildungseinheiten für die Bürgerinnen und Bürger durchführen, wovon sich mindestens 160 Einheiten an Erwachsene richten und mindestens 40 Einheiten im Norden und 40 Einheiten im Süden des deutschen Sprachgebiets stattfinden.

Die Stichprobenkontrollen der Nachweissysteme 2024 und 2025 ergab folgende Situation:

Jahr	Total durchgeführter Weiterbildungseinheiten	Einheiten für Erwachsene	Einheiten im Norden	Einheiten im Süden	Einheiten außerhalb der Deutschsprachigen Gemeinschaft
2024	155	147	110	37	8
2025	226	225	186	33	7
Total	381	372	296	70	15

Die Zahl in der Spalte „Total durchgeführter Weiterbildungseinheiten" beinhaltet die Begrenzung pro Kalenderjahr aufgrund des Artikels 2.1 des Erlasses der Regierung vom 23. Dezember 2008 zur Ausführung des Dekretes vom 17. November 2008 zur Förderung der Einrichtungen der Erwachsenenbildung.

Aufgrund dieser Tätigkeiten und Aktivitäten der Frauenliga VoG und der Unterzeichnung der Verpflichtungserklärung vom 22. Juni 2026 erfüllt der Antrag die Bedingung gemäß Artikel $63^{18/3}$, §2, Nummer 1 des Ausführungserlasses zum Einkommenssteuergesetzbuchs 1992.

Das von der Frauenliga VoG zugestellte Gutachten des Föderalen Öffentlichen Dienstes Finanzen vom 16. September 2026 hält einen Genehmigungszeitraum vom 1. Januar 2027 bis zum 31. Dezember 2030 fest. Aus diesen Gründen schlägt die Regierung für die Frauenliga VoG eine Anerkennung zur Ausstellung von Spendenbescheinigungen für die Jahre 2027 bis 2030 vor.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es gibt keine finanziellen Auswirkungen für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 12: Beschluss zur Unterzeichnung einer Partnerschafts-Konvention zwischen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und TRW organisation zur Ausrichtung einer Zieletappe der "Ethias Tour de Wallonie" für die Jahre 2027 bis 2029

1. Beschlussfassung

Die Regierung genehmigt die Partnerschafts-Konvention zwischen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und *TRW organisation* zur Ausrichtung einer Zieletappe der "Ethias Tour de Wallonie" für die Jahre 2027, 2028 und 2029.

Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien wird mit der Unterzeichnung der vorerwähnten Konvention und der Umsetzung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Im Sinne einer Erhöhung des Bekanntheitsgrades und zur Bewerbung der Deutschsprachigen Gemeinschaft als Tourismusregion im In- und Ausland haben sich auch in der Vergangenheit international besetzte Straßenradrennen als sehr wirkungsvoll erwiesen. Um diese Strategie weiter zu

verfolgen und um den Radsport im Allgemeinen zu fördern, wird eine Konvention mit der Organisation *Asbl TRW organisation* zur Ausrichtung von Etappenzielen des internationalen Radrennens "Ethias Tour de Wallonie" unterzeichnet. Durch die internationale mediale Bewerbung und Übertragung dieses Rennens wird Ostbelgien als Sport- und Tourismusregion optimal dargestellt. Um die größtmögliche Öffentlichkeit zu erreichen, beinhaltet die Vereinbarung jeweils ein Etappenziel im Jahr 2027, die Zieleinfahrt der Schlussetappe im Jahr 2028 und ein Etappenziel im Jahr 2029.

3. Finanzielle Auswirkungen

Die vereinbarten finanziellen Beteiligungen der Deutschsprachigen Gemeinschaft an der Organisation der Etappenziele belaufen sich auf:

- 30.000 € ohne MwSt. für das Jahr 2027
- 40.000 € ohne MwSt. für das Jahr 2028
- 31.000 € ohne MwSt. für das Jahr 2029

Die entsprechenden finanziellen Mittel werden in den Haushaltsplanungen für die jeweiligen Haushaltsjahre auf dem Haushaltsposten OB40, Programm 16, Zuweisung 12.11 (Allgemeine laufende Ausgaben) vorgesehen.

TOP 13: Verabschiedung des Entwurfes eines Geschäftsführungsvertrages zwischen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der VoG Tourismusagentur Ostbelgien, TAO für den Zeitraum 2027-2030

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Entwurf eines Geschäftsführungsvertrag 2027-2030 und den dazugehörigen Strategie- und Aktionsplan zwischen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der VoG Tourismusagentur Ostbelgien, TAO.

Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien wird beauftragt, dem Parlament den Entwurf des Geschäftsführungsvertrag mit dem Strategie- und Aktionsplan zur Zustimmung zu übermitteln.

2. Erläuterungen:

Der Strategie- und Aktionsplan beschreibt laufende und neue Aufgaben der TAO sowie deren Evaluierung. Der Geschäftsführungsvertrag legt die rechtlichen Rahmenbedingungen und die finanziellen Mittel fest, die für die Umsetzung des Strategie- und Aktionsplanes zur Verfügung gestellt werden. Beide Dokumente sind zwischen dem Verwaltungsrat der TAO und der Regierung abgestimmt.

Die Aufgaben einer Tourismusagentur Ostbelgien legt das „Dekret zur Förderung des Tourismus" vom 23. Januar 2017 fest. Sie bestehen im Wesentlichen in der Entwicklung touristischer Produkte und der Vermarktung der Urlaubsregion Ostbelgien. Mit dem neuen Geschäftsführungsvertrag wir die TAO auch verstärkt Innenmarketing gewährleisten und in die Gästeinformation vor Ort eingebunden. Geschichtstourismus, Sport und Kultur werden in die touristische Vermarktung aufgenommen.

Dabei beachtet die TAO das Dreieck der Nachhaltigkeit, also ein adäquates Verhältnis zwischen ökologischen, ökonomischen und sozialen Faktoren.

Die TAO bleibt darüber hinaus Anlaufstelle für die Qualitätssicherung der Wegeinfrastrukturen. In dieser Funktion begleitet die TAO die Infrastrukturpartner und vermittelt zwischen ihnen – unter anderem als Vennbahn-Koordinationsstelle.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Für die Vertragslaufzeit wird die Strukturzuschusshöhe wie folgt festgelegt:

Haushaltsjahr	Zuschusshöhe
2027	950.000 €
2028	961.875 €
2029	973.898 €
2030	986.072 €

Zusätzlich erhält die TAO einen Zuschuss für eine Angleichung der Gehälter an die Zielbaremen des nicht-kommerziellen Sektors, Paritätische Kommission 329.

Die Regierung kann zur Umsetzung von EU-Projekten zusätzlich eine Ko-Finanzierung gewähren.

TOP 14: Dekretentwurf zur Abänderung des Dekrets vom 19. März 2012 zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in fünfter und letzter Lesung Dekretentwurf zur Abänderung des Dekrets vom 19. März 2012 zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit Erziehung wird beauftragt, den Dekretentwurf dem Parlament zu übermitteln.

2. Erläuterungen:

Vorliegender Dekretentwurf setzt die Richtlinie (EU) 2023/970 des europäischen Parlaments und des Rates vom 10. Mai 2023 zur Stärkung der Anwendung des Grundsatzes des gleichen Entgelts für Männer und Frauen bei gleicher oder gleichwertiger Arbeit durch Entgelttransparenz und Durchsetzungsmechanismen durch Abänderung des Dekrets vom 19. März 2012 zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung um. Die Richtlinie gilt für Arbeitgeber im öffentlichen und privaten Sektor und muss bis zum 7. Juni 2026 in nationales Recht umgesetzt werden.

Diese Richtlinie enthält Mindestanforderungen zur Stärkung der Anwendung des Grundsatzes des gleichen Entgelts bei gleicher oder gleichwertiger Arbeit für Männer und Frauen (im Folgenden „Grundsatz des gleichen Entgelts") gemäß Artikel 157 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union und des Diskriminierungsverbots und gemäß Artikel 4 der Richtlinie 2006/54/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juli 2006 zur Verwirklichung des Grundsatzes der Chancengleichheit und Gleichbehandlung von Männern und Frauen in Arbeits- und Beschäftigungsfragen (Neufassung), insbesondere durch Entgelttransparenz und verstärkte Durchsetzungsmechanismen.

Gemäß Artikel 157 Absatz 1 AEUV ist jeder Mitgliedstaat verpflichtet, die Anwendung des Grundsatzes des gleichen Entgelts für Männer und Frauen bei gleicher oder gleichwertiger Arbeit sicherzustellen. In Artikel 157 Absatz 3 AEUV ist vorgesehen, dass die Union Maßnahmen zur Gewährleistung der Anwendung des Grundsatzes der Chancengleichheit und der Gleichbehandlung von Männern und Frauen in Arbeits- und Beschäftigungsfragen, einschließlich des Grundsatzes des gleichen Entgelts, beschließt.

In der Richtlinie 2006/54/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juli 2006 zur Verwirklichung des Grundsatzes der Chancengleichheit und Gleichbehandlung von Männern und Frauen in Arbeits- und Beschäftigungsfragen (Neufassung), die in der Deutschsprachigen Gemeinschaft durch das Dekret vom 19. März 2012 zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung umgesetzt worden ist, ist vorgesehen, dass bei gleicher Arbeit oder bei einer Arbeit, die als gleichwertig anerkannt wird, mittelbare und unmittelbare Diskriminierung aufgrund des Geschlechts in Bezug auf sämtliche Entgeltbestandteile und -bedingungen beseitigt werden sollen.

In der Bewertung der einschlägigen Bestimmungen der Richtlinie 2006/54/EG (2020) ist festgestellt worden, dass die Anwendung des Grundsatzes des gleichen Entgelts durch mangelnde Transparenz der Entgeltsysteme, mangelnde Rechtssicherheit in Bezug auf den Begriff der gleichwertigen Arbeit und Verfahrenshindernisse für Diskriminierungsopfer behindert werde. Arbeitnehmern fehlten die nötigen Informationen, die sie für eine erfolgreiche Geltendmachung eines Anspruchs auf gleiches Entgelt benötigten. In der Bewertung sei festgestellt worden, dass sich durch größere Transparenz geschlechtsspezifische Verzerrungen und Diskriminierungen in den Vergütungsstrukturen eines Unternehmens oder einer Organisation aufdecken ließen. Arbeitnehmer, Arbeitgeber und Sozialpartner wären dadurch auch in der Lage, geeignete Maßnahmen zur Gewährleistung der Anwendung des Rechts auf gleiches Entgelt bei gleicher oder gleichwertiger Arbeit zu ergreifen.

Durch die Richtlinie 2023/970 werden verbindliche Maßnahmen eingeführt, um die Entgelttransparenz zu verbessern, Arbeitnehmer zu ermutigen, ihre Vergütungsstrukturen zu überprüfen, um sicherzustellen, dass Frauen und Männer, die gleiche oder gleichwertige Arbeit leisten, das gleiche Entgelt erhielten, sowie Diskriminierungsopfer in die Lage zu versetzen, ihr Recht auf gleiches Entgelt auszuüben. Diese verbindlichen Maßnahmen müssten durch Bestimmungen ergänzt werden, mit denen bestehende Rechtsbegriffe wie Entgelt und gleichwertige Arbeit präzisiert werden, und durch Maßnahmen zur Verbesserung der Durchsetzungsmechanismen und des Zugangs zur Justiz.

Die Richtlinie 2023/970 führt für Arbeitnehmer das Recht ein, schriftliche Informationen über ihr individuelles Entgeltniveau und die nach Geschlecht aufgeschlüsselten durchschnittlichen Entgeltniveaus für Gruppen von Arbeitnehmern, die gleiche oder gleichwertige Arbeit verrichten, anzufordern.

Darüber hinaus verpflichtet die Richtlinie 2023/970 Arbeitgeber, regelmäßig über das Entgeltgefälle zwischen Arbeitnehmern und Arbeitnehmerinnen zu berichten. Wenn aus diesem Bericht hervorgeht, dass ein Unterschied bei der durchschnittlichen Entgelthöhe von Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern in Höhe von mindestens 5 % in einer Gruppe von Arbeitnehmer besteht und dieser Unterschied nicht durch objektive, geschlechtsneutrale Kriterien gerechtfertigt ist, muss eine gemeinsame Vergütungsbewertung durchgeführt werden. Auf der Grundlage dieser gemeinsamen Vergütungsbewertung müssen Arbeitgeber die Vergütungsunterschiede ermitteln, beseitigen und verhindern.

Die Umsetzung der Artikel der Richtlinie 2023/970, die aller Voraussicht nach in den Zuständigkeitsbereich der Deutschsprachigen Gemeinschaft fallen, werden in den Kommentaren zu den Artikeln des vorliegenden Dekretentwurfs dargelegt. Da noch kein föderaler Gesetzesentwurf vorliegt, werden gegebenfalls Abänderungen am vorliegenden Dekretentwurf vorgenommen und ein Zusammenarbeitsabkommen abgeschlossen werden müssen.

Die Richtlinie 2023/970 enthält ein Kapitel III über Rechtsmittel und Rechtsdurchsetzung, dessen Bestimmungen zum Teil in die Zuständigkeit der Deutschsprachigen Gemeinschaft fallen und bereits im Dekret vom 19. März 2012 enthalten sind. Die Artikel 14 (Rechtsschutz), 15 (Verfahren im Namen oder zur Unterstützung von Arbeitnehmern), 16 (Anspruch auf Schadensersatz), 17 (Sonstige Abhilfemaßnahmen), 18 (Verlagerung der Beweislast), 23 (Sanktionen) und 25 (Viktimisierung und Schutz vor ungünstigerer Behandlung) der Richtlinie werden bereits durch die aktuellen Artikel 12-16, 19, 21, 23, 24, 28 und 31 des Dekrets vom 19. März 2012 in ausreichendem Maße umgesetzt und bedürfen keiner Abänderung:

- Artikel 12, 13 und 14 des Dekrets ermächtigen verschiedene Organe oder Vereinigungen vor Gericht aufzutreten.

- Artikel 15 und 16 des Dekrets sehen die Umkehrung der Beweislast bei einer zivilrechtlichen Gerichtsklage vor. Eine Präzisierung der Umkehrung der Beweislast in Bezug auf die Entgelttransparenz wird in einem neuen Artikel 16.1 erfolgen (siehe auch Kommentar zu Artikel 15 des Dekretentwurfs).
- Artikel 19 des Dekrets umfasst Schutzmaßnahmen gegen benachteiligende Maßnahmen im Rahmen des Arbeitsverhältnisses sowohl für die diskriminierte Person, die eine Klage einreicht, als auch für die Zeugen, die im Rahmen der Klage intervenieren, um den Einzelnen vor Benachteiligungen zu schützen, die als Reaktion auf eine Beschwerde oder auf die Einleitung eines Verfahrens zur Durchsetzung des Gleichbehandlungsgrundsatzes erfolgen.
- Artikel 21 des Dekrets ermöglicht, eine Verurteilung mit einem Zwangsgeld zu verbinden.
- Artikel 23 des Dekrets ermöglicht, eine Unterlassungsklage zu organisieren.
- Artikel 24, 28 und 31 des Dekrets legen fest, was unter dem Begriff „Diskriminierung" im Rahmen der strafrechtlichen Bestimmungen zu verstehen ist und halten fest, welches diskriminierende Verhalten Anlass zu einer Gefängnisstrafe und/oder einer Geldbuße gibt.

Der Staatsrat stellt in seinen Bemerkungen 8.1 und 9 fest, dass eine Verarbeitung personenbezogener Daten stattfindet, wenn der von der Regierung bestimmte Dienst und die Gleichbehandlungsstelle Zugang zu den betreffenden Informationen erhalten, wenn der Arbeitgeber festgestellt hat, dass die in Artikel 10.4, 10.6 und 10.7 angeführten Verpflichtung zur Offenlegung des Entgelts zu einer möglichen Identifizierung seines Arbeitnehmers in seiner Einrichtung oder Unternehmen führen würde, auch wenn die Informationen anonymisiert übermittelt werden. Hier werde der Zugang zu personenbezogenen Daten geregelt, nämlich „das Entgelt eines identifizierbaren Arbeitnehmers".

Folglich müssen die wesentlichen Elemente der Verarbeitung personenbezogener Daten im Dekret selbst festgelegt werden. In diesem Zusammenhang ist der Staatsrat der Ansicht, dass die folgenden Elemente die wesentlichen Elemente darstellen:

- die Kategorie der verarbeiteten Daten (Daten über Entgelt und Funktion),
- die Kategorie der betroffenen Personen (die in Artikel 3 Nummer 21 des Dekrets vom 19. März 2012 angeführten Arbeitnehmer),
- der mit der Verarbeitung verfolgte Zweck (Erfüllung der im Entwurf geregelten Verpflichtungen zur Entgelttransparenz),
- die Kategorie von Personen, die Zugang zu den verarbeiteten Daten haben (Absender und Empfänger der betreffenden Informationen),
- die maximale Aufbewahrungsfrist für die Daten.

Infolge dieser Bemerkungen wurden Datenschutzbestimmungen in den Dekretentwurf aufgenommen. Die Artikel 13-17 fügen die gemäß dem Staatsratsgutachten erforderlichen Bestimmungen zum Datenschutz in das Dekret vom 19. März 2012 ein.

Daraufhin wurde der Dekretentwurf der Datenschutzbehörde zur Begutachtung vorgelegt. Infolge des Begutachtungsantrags vom 28. April 2026 teilte die Datenschutzbehörde anhand ihrer Entscheidung Nr. ADV-2026-00007 vom 3. Juni 2026 mit, dass sie auf das Standard-Gutachten Nr. 65/2023 vom 24. März 2023 verweist.

Gemäß Artikel 12 §2 Absatz 1 des Dekrets vom 19. März 2012, eingefügt durch das Dekret vom 27. April 2026 und am 15. Juni 2026 in Kraft getreten, holt die Regierung zu jedem Dekretvorentwurf, der das Dekret vom 19. März 2012 abändert, eine Stellungnahme der Gleichbehandlungsstelle ein; die Gleichbehandlungsstelle gibt die Stellungnahme innerhalb einer Frist von 60 Tagen ab Erhalt der Anfrage ab, es sei denn, es wird eine kürzere Frist zur Abgabe der Stellungnahme vereinbart.

Am 18. Juni 2026 hat die Regierung einen Antrag auf Begutachtung des vorliegenden Dekretentwurfs beim Institut für die Gleichstellung von Frauen und Männern gestellt. Am 5. Oktober 2026 wurde der Regierung die Stellungnahme des Instituts übermittelt. Das Institut gibt ein allgemein günstiges Gutachten ab und empfiehlt verschiedene Bestimmungen zu präzisieren oder zu ergänzen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine finanziellen Auswirkungen für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 15: Vertrag zwischen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der VoG DABEI VoG für das Jahr 2027

1. Beschlussfassung

Die Regierung genehmigt den Vertrag mit der VoG DABEI für das Jahr 2027.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen

Die VoG Dabei ist ein Leistungsträger im Bereich der sozialen und beruflichen Integration und der Sozialwirtschaft. Sie richtet ihr Angebot spezifisch

an Menschen mit multiplen Vermittlungshemmnissen, die sich im Rahmen eines geschützten Arbeitsumfeldes selbst verwirklichen und entwickeln können, um einen wertvollen Platz in der Gesellschaft einzunehmen. Dies geschieht im Alltag durch eine soziale Begleitung und die Beschäftigung in einem arbeitsmarktnahen Umfeld. Hier wird das Prinzip der „Hilfe zur Selbsthilfe" vermittelt. Die Tätigkeiten der VoG erstrecken sich hauptsächlich auf die südlichen Gemeinden des deutschen Sprachgebietes.

Zur Ausführung ihrer Aufgaben stellt die VoG DABEI Angebote im Bereich der sozialen Integration und der Integration durch Arbeit zur Verfügung.

Diese Aufgaben sind Gegenstand des vorliegenden Vertrags zwischen der Regierung und der VoG DABEI.

Darüber hinaus ist die Einrichtung als sozialer Eingliederungsbetrieb und als Vorschalt- und Integrationszentrum in Anwendung des Dekrets vom 29. Januar 2024 über die Anerkennung und Förderung von Betrieben im Bereich der Sozialwirtschaft anerkannt und stellt innerhalb ihrer Tätigkeitsfelder nach Möglichkeit Ausbildungs-, Praktikums- und Arbeitsplätze sowie ehrenamtliche Arbeitsplätze bereit.

Neben vorliegendem Vertrag und der Förderung von Betreuungspersonal über das vorgenannte Dekret vom 29. Januar 2024 verfügt die VoG DABEI über einen Vertrag zur finanziellen Förderung des Projektes Nr. 18 „Miteinander Füreinander" durch den Europäischen Sozialfonds (ESF) PLUS und der Deutschsprachigen Gemeinschaft für den Zeitraum vom 1. Januar 2025 bis zum 31. Dezember 2026. Für diesen Vertrag hat die VoG Dabei eine Verlängerung für den Zeitraum 1. Januar 2027 bis 31. Dezember 2028 beantragt.

Unbeschadet der Vorgabe im Kapitel: „Kosten - Nicht annehmbare Personal- und Funktions-kosten" handelt es sich in beiden Verträgen um ein gleiches Zielpublikum und identische Aufgabenbereiche.

Auf Verwaltungsebene wird in Zusammenarbeit mit der VoG DABEI darauf geachtet, Doppelbezuschussungen zu vermeiden.

Seit dem 1. Januar 2026 ist die Zuständigkeit auf Verwaltungsebene vom Fachbereich Soziales zum Fachbereich Beschäftigung, Referat Arbeitsbeschaffungsmaßnahmen und Sozialökonomie gewechselt. Dieser Wechsel erfolgte vor dem Hintergrund, dass die Tätigkeiten der VoG DABEI mit der Zeit immer mehr im Bereich der sozioprofessionellen Integration und Sozialwirtschaft anzusiedeln sind als im Bereich der klassischen Sozialpolitik und Armutsbekämpfung.

3. Finanzielle Auswirkungen

Die VoG DABEI erhält im Rahmen der zur Verfügung stehenden Haushaltsmittel einen Zuschuss in Höhe von 199.663 Euro für 2027 zur Durchführung der Aufgaben, wie sie im vorliegendem Vertrag 2027 mit der VoG DABEI aufgeführt sind.

Dieser Betrag geht zu Lasten des Haushaltes der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Haushaltsjahr 2027, OB 50, Pr. 20, Zw. 33.03.

TOP 17: Abänderungsvorschläge zum Dekretentwurf zur Festlegung des Haushaltsplans der Einnahmen und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2027

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt die Abänderungsvorschläge zum Dekretentwurf zur Festlegung des Haushaltsplans der Einnahmen und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2027

Der Ministerpräsident wird beauftragt, dem Parlament und dem Rechnungshof die Dokumente zwecks Kenntnisnahme zu übermitteln.

2. Erläuterungen:

Abänderungsvorschläge betreffend die Einnahmen:

Nachdem der Haushalt durch die Regierung beschlossen und dem Parlament übermittelt wurde, verzeichneten die Wirtschaftsparameter Inflation und Entwicklung des Wirtschaftswachstums eine signifikante Anpassung, die bei den relevanten Zuweisungen des Einnahmenhaushalts in der Kalkulation berücksichtigt werden.

Zudem wurde aufgrund einer Anmerkung des Rechnungshofs festgestellt, dass die geplanten Einnahmen in der Zuweisung 16.20 irrtümlicherweise die Rückforderung Hochwasser der Gemeinde Raeren enthielten, die aber bereits in 2026 zu Buche schlägt. Dieselbe Zuweisung wird im gleichen Zug, aufgrund neuer Informationen und Einschätzungen, erhöht. Die Regierung sieht vor, dass die Einnahmen der 5G-Lizenzen in einem Worst-Case-Szenario 3 Millionen EUR betragen, und bereits komplett in 2027 ausbezahlt werden.

Für die Zuweisung 39.17 wurden irrtümlicherweise, wie der Rechnungshof korrekt auf Anfrage bemängelt, die ESF-Einnahmen für das Jahr 2027 auf über 5 Millionen EUR geschätzt. Nach Rücksprache mit dem Fachbereich Standortentwicklung sind vielmehr Einnahmen in Höhe von 2,5 Millionen EUR realistisch.

Abänderungsvorschläge betreffend die Ausgaben:

Aufgrund der bereits erwähnten Entwicklung der Wirtschaftsparameter und der damit einhergehenden erwarteten vorgezogenen Überschreitung des Schwellenindexes werden die Gehälter im Gemeinschaftsunterrichtswesen im Programm 00 des Organisationsbereichs 30 erhöht.

Im Programm 15 des Organisationsbereich 20 wird die Zuweisung für einen Zuschuss an die WFG aufgrund der beabsichtigten Anpassung des Geschäftsführungsvertrages um 85.000 Euro in den Verpflichtungs- und Ausgabeermächtigungen erhöht.

Um den Anpassungen hinsichtlich eines ausgeglichenen laufenden Haushalts Rechnung zu tragen, sind weitere Einsparungen notwendig, die in den verbleibenden Haushaltszuweisungen in den Organisationsbereichen 10 und 20 vorgenommen werden.

Auf der Grundlage einer Anmerkung des Rechnungshofs wurde festgestellt, dass irrtümlicherweise die Rückzahlung des Kapitals einer Anleihe nicht im Haushaltsjahr 2026, sondern im Haushaltsjahr 2027 berücksichtigt wurde. Da die Anleihe bereits in 2026 zurückgezahlt wird, fallen in 2027 keinen Zinsen mehr an, so dass die Zuweisung 70.24 21.10 um 67.000 Euro reduziert werden kann. Ebenso ist es nicht mehr erforderlich, in der Zuweisung 70.24 91.10 die Kapitaltilgung für diese Anleihe in Höhe von 5 Millionen Euro vorzusehen. Bei der Reduzierung um 5 Millionen handelt es sich um eine ergebnisneutrale Kürzung.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die prognostizierten Einnahmen sinken um 301.000 Euro. Die geplanten Verpflichtungsermächtigungen werden um 4,865 Mio. Euro und die Ausgabe-ermächtigungen um 5,215 Mio. Euro reduziert.

TOP 18: Abänderungsvorschläge zum Dekretentwurf zur zweiten Anpassung des Dekrets vom 10. Dezember 2025 zur Festlegung des Haushaltsplans der Einnahmen und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2026.

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt die Abänderungsvorschläge zum Dekretentwurf zur zweiten Anpassung des Dekrets vom 10. Dezember 2025 zur Festlegung des Haushaltsplans der Einnahmen und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2026.

Der Ministerpräsident wird beauftragt, dem Parlament und dem Rechnungshof die Dokumente zwecks Kenntnisnahme zu übermitteln.

2. Erläuterungen:

Nachdem der Haushalt durch die Regierung beschlossen und dem Parlament übermittelt wurde, wurde festgestellt, dass jeweils aufgrund eines technischen Fehlers im Programm 00 des Organisationsbereichs 20 in der Zuweisung 12.11 in den Verpflichtungs- und Ausgabeermächtigungen eine Sparmaßnahme nicht berücksichtigt wurde, sowie im Pro-gramm 26 des Organisationsbereichs 70 in der Zuweisung 74.22 die Er-höhung der Verpflichtungsermächtigungen, um die Auftragserteilung der durch die Firma SAP verpflichtende Neugestaltung des Data-warehouses zu erteilen, irrtümlicherweise nicht erfolgt ist.

Zudem sollten im Programm 14 des Organisationsbereich 50 auf der Haushaltszuweisung aufgrund einer nach Übermittlung der Dokumente an das Parlament bekanntgewordenen Mehrwertsteuer-Nachzahlung im Zuge einer Mehrwertsteuer-Kontrolle insgesamt 21.000 EUR in den Verpflichtungs- und Ausgabeermächtigungen zusätzlich vorgesehen werden, um dieser Mehrwertsteuer-Verpflichtung nachkommen zu können.

Auf der Grundlage einer Anmerkung des Rechnungshofs wurde festgestellt, dass irrtümlicherweise die Rückzahlung des Kapitals einer Anleihe nicht im Haushaltsjahr 2026, sondern im Haushaltsjahr 2027 berücksichtigt wurde. Dieser Fehler mit vorliegendem Abänderungsvorschlag bereinigt und die Zuweisung 91.10 zur Kapitaltilgung auf Anleihen der Deutschsprachigen Gemeinschaft im Programm 24 Anleihen des Organisationsbereichs 70 wird um 5 Millionen Euro in den Verpflichtungs- und Ausgabeermächtigungen erhöht. Es handelt sich hierbei um eine ergebnisneutrale Zuweisung.

Nachdem der Haushalt durch die Regierung beschlossen und dem Parlament übermittelt wurde, verzeichneten die Wirtschaftsparameter Inflation und Entwicklung des Wirtschaftswachstums eine signifikante Anpassung, die bei den relevanten Zuweisungen des Einnahmenhaushalts in der Kalkulation berücksichtigt werden.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die prognostizierten Einnahmen steigen um 730.000 EUR an. Die Verpflichtungsermächtigungen im Haushalt 2026 steigen um insgesamt 5.177.000 EUR an. Die Ausgabeermächtigungen erhöhen sich um 4.911.000 EUR.

TOP 20: Beschluss zur Vergabe eines öffentlichen Lieferauftrags - Gemeinsame öffentliche Ausschreibung zur Lieferung von zu 100 % aus erneuerbaren Energien stammendem Strom und Erdgas für den Zeitraum 2027–2029

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Beschluss zur Vergabe eines öffentlichen Lieferauftrags in Form einer gemeinsamen öffentlichen Ausschreibung zur Lieferung von zu 100 % aus erneuerbaren Energien stammendem Strom und Erdgas für den Zeitraum 2027–2029.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Am 28. September 2026 wurde das oben genannte Lastenheft zur Veröffentlichung im belgischen Amtsblatt sowie im *Amtsblatt der Europäischen Union* für öffentliche Ausschreibungen übermittelt.

Bis zum Schlusstermin der Angebotsabgabe am 29. Oktober 2026 wurden 4 Angebote eingereicht:

- Bieter COMPTOIR CITOYEN DES ENERGIES (0508.727.881)
- Bieter ELECTRABEL (0403.170.701)
- Bieter POWER ONLINE SA (0535.615.192)
- Bieter TotalEnergies Power & Gas Belgium (0859.655.570);

Nach Prüfung der Angebote kann bestätigt werden, dass alle Bieter den Auswahlkriterien genügen.

Bei keinem Bieter konnten Unregelmäßigkeiten in den Zugangsrechtbestimmungen festgestellt werden;

Alle Angebote wurden auf ihre Ordnungsmäßigkeit hin überprüft und es wurde bei keinem der Angebote eine Unregelmäßigkeit festgestellt.

Das Lastenheft sieht folgende Zuschlagskriterien vor:

- Preis: 92 Punkte
- Flexibilität bei den Mengen (Volumen): 5 Punkte
- Internetportal: 3 Punkte

Und unterteilt die Energielieferungen in 3 Lose:

- Los 1: Hochspannungs-Stromversorgung (HT)
- Los 2: Stromversorgung im Niederspannungsbereich (NS)
- Los 3: Erdgasversorgung (MMR-YMR)

Die Auswertung der Angebote ergibt, dass das Unternehmen Power Online Sa, das wirtschaftlich günstigste für alle 3 Lose ist.

Ziel des Auftrags ist die Lieferung von zu 100 % aus erneuerbaren Energien gewonnenem Strom für die Hochspannungs- (HS) und Niederspannungsanlagen (NS) sowie von Erdgas für die Deutschsprachige Gemeinschaft und die ihr angeschlossenen Institutionen für die Jahre 2027-2029.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Der Auftrag soll an den Bieter Power Online Sa zu einem geschätzten jährlichen Auftragswert von 2.077.879,99 Euro ohne MwSt. vergeben werden. Es wird darauf hingewiesen, dass es sich um einen rein informativen geschätzten Auftragswert handelt, der auf aktuellen Energiemarktpreisen und den Verbrauchsprofilen von 2025 und teilweise 2026 basiert.

Vorgesehen sind diese Ausgaben im Haushalt von Service und Logistik Dienst mit getrennter Geschäftsführung.

Föderalregierung

Mitteilung vom 17.11.2026

La première Table ronde « Retour Au Travail » réunit le secteur pour unir les forces autour de davantage de prévention sur le lieu de travail et d'un meilleur accompagnement des personnes en incapacité de travail

Le gouvernement fédéral réunit aujourd'hui l'ensemble du secteur lors de la Table ronde « Retour au travail ». Les différents acteurs (employeurs, médecins, malades de longue durée, etc.) dialoguent sur la prévention des absences de longue durée au travail pour raisons de santé et sur un retour au travail réussi pour les personnes qui sont malgré tout tombées en incapacité. La Table ronde « Retour Au Travail » renforce la collaboration entre tous les acteurs concernés et lance le trajet visant à unir toutes les forces afin que, d'ici 2030, il y ait 100.000 personnes en incapacité de travail de moins que prévu.

Mitteilung vom 16.11.2026

Deux siècles de lutte contre les violences faites aux femmes : un engagement toujours essentiel

Longtemps considérées comme relevant de la sphère privée, les violences faites aux femmes ont été minimisées, voire invisibilisées. La nouvelle publication du Centre d'archives et de recherches pour l'histoire des femmes (CARHIF) et l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes retrace deux siècles d'histoire de lutte contre les violences faites aux femmes en Belgique, du XIXe siècle à nos jours.

Mitteilung vom 13.11.2026

Conseil des ministres du 13 novembre 2026

Un Conseil des ministres a eu lieu selon la procédure électronique le vendredi 13 novembre 2026.

Le Conseil des ministres a pris les décisions suivantes :

Nomination d'un juge d'expression néerlandaise à la Cour constitutionnelle

Sur proposition du Premier ministre Bart De Wever, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant nomination d'un juge d'expression néerlandaise à la Cour constitutionnelle.

Renouvellement du mandat de président du comité de direction du SPF Économie

Sur proposition du ministre de l'Économie David Clarinval, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal renouvelant le mandat de président du comité de direction du Service public fédéral Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie.

Renouvellement du mandat de président du Comité de direction du SPF Sécurité Sociale

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal renouvelant le mandat de président du Comité de direction du Service public fédéral Sécurité sociale.

Désignation d'un membre du Conseil des bourgmestres

Sur proposition du ministre de la Sécurité et de l'Intérieur Bernard Quintin, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 17 juillet 2025 portant désignation des membres du Conseil des bourgmestres.

Marchés publics pour la Défense

Sur proposition du ministre de la Défense Theo Francken, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation de quatre marchés publics pour la Défense.

Modifications relatives à la prise en considération des interruptions de carrière dans le secteur public

Le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal permettant la prise en considération d'interruptions de carrière dans le secteur public pour lesquelles le membre du personnel peut démontrer un motif de soins ou de formation, dans le calcul de la pension à partir du 1er janvier 2027.

Analyse « coûts-bénéfices » relative à la transformation de la Régie des bâtiments en Agence fédérale pour les bâtiments et services facilitaires

Sur proposition de la ministre chargée de la Gestion immobilière de l'État Vanessa Matz, le Conseil des ministres a pris acte de l'analyse « coûts-bénéfices » relative à la transformation de la Régie des bâtiments en Agence fédérale pour les bâtiments et services facilitaires (AFBSF). Cette analyse s'inscrit dans la prolongation de la vision adoptée par le gouvernement pour l'extension des missions de la Régie des bâtiments à l'ensemble de la gestion facilitaire, aujourd'hui menée par les différentes administrations.

Contrat de bail pour le SPF Santé publique

Sur proposition de la ministre chargée de la Gestion immobilière de l'État, Vanessa Matz, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la conclusion d'un contrat de bail pour un entrepôt destiné à la cellule Zandvoorde du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement.

Conclusion d'un contrat de bail pour un terrain sis à Anvers, tunnel Frans Tijnsmans, au profit du SPF Finances

Sur proposition de la ministre chargée de la Gestion immobilière de l'État Vanessa Matz, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la conclusion d'un contrat de bail pour un terrain sis à Anvers, tunnel Frans Tijnsmans, au profit du SPF Finances.

Pérennisation de la cellule de coordination et de soutien CISO as a Service

Sur proposition de la ministre du Numérique Vanessa Matz, le Conseil des ministres a approuvé la pérennisation de la cellule de coordination et de soutien CISO as a Service (CISOaaS) afin d'accompagner la mise en œuvre de la loi NIS2 en matière de cybersécurité.

Ventilation du budget 2026-2029 dans le cadre de la directive européenne NIS2

Sur proposition de la ministre chargée du Numérique Vanessa Matz, le Conseil des ministres a approuvé la proposition de répartition de la provision pour toutes les nouvelles initiatives et financements complémentaires liés à la mise en œuvre de la directive européenne NIS2 et à la cybersécurité.

Indemnités de réintégration et de départ des directeurs opérationnels dans les établissements scientifiques fédéraux

Sur proposition de la ministre chargée de la Fonction publique Vanessa Matz, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal fixant les indemnités de réintégration et de départ des titulaires de la fonction de directeur opérationnel dans les établissements scientifiques fédéraux.

Rémunération des experts au sein de Hedera

Sur proposition du ministre de l'Energie Mathieu Bihet, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi et un projet d'arrêté royal concernant la rémunération des experts au sein de Hedera.

Nomination d'une membre du conseil d'administration du Centre d'Etude de l'Energie nucléaire

Sur proposition du ministre de l'Economie David Clarinval et du ministre de l'Energie Mathieu Bihet, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal et un projet d'arrêté ministériel concernant la démission et la nomination de membres du conseil d'administration du Centre d'Etude de l'Energie nucléaire (SCK-CEN).

Vacances annuelles des travailleurs salariés : modalités de versement de l'intervention de l'ONEM à l'ONVA

Sur proposition du ministre de l'Emploi David Clarinval et du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal relatif aux modalités de versement de l'intervention de l'ONEM à l'ONVA dans le cadre des vacances annuelles des travailleurs salariés.

Modification de dispositions diverses de la législation relative aux rayonnements ionisants

Sur proposition du ministre de la Sécurité et de l'Intérieur Bernard Quintin, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi modifiant diverses dispositions de la législation relative aux rayonnements ionisants.

Modification de la loi sur l'accueil des demandeurs d'asile – Troisième lecture

Sur proposition de la ministre de l'Asile et de la Migration Anneleen Van Bossuyt, le Conseil des ministres a approuvé en troisième lecture un avant-projet de loi modifiant la loi sur l'accueil des demandeurs d'asile.

Assentiment à la Convention établissant une Commission internationale des réclamations pour l'Ukraine

Sur proposition du ministre des Affaires étrangères Maxime Prévot, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant assentiment à la Convention établissant une Commission internationale des réclamations pour l'Ukraine, faite à La Haye le 16 décembre 2025.

Mitteilung vom 12.11.2026

Baromètre de la transition climatique : des progrès encore trop lents pour atteindre la neutralité climatique d'ici 2050 en Belgique

Les émissions de gaz à effet de serre diminuent en Belgique et plusieurs indicateurs évoluent dans le bon sens. Mais le Baromètre de la transition 2026, publié aujourd'hui par le Service Changements climatiques du SPF Santé publique, montre que les progrès restent largement insuffisants : au rythme actuel, la Belgique n'est pas sur une trajectoire compatible avec la neutralité climatique à l'horizon 2050.

Mitteilung vom 10.11.2026

Résultats de l'adjudication de certificats de Trésorerie du 10 novembre 2026

L'Agence fédérale de la Dette communique qu'elle a accepté les offres à l'adjudication de certificats de Trésorerie de ce jour pour un montant total de EUR 2.817 milliards. Ce montant est réparti sur les lignes de la façon suivante :

ISIN Code : BE0312821938 - 11/02/2027
Montant accepté (EUR milliards) : 1.116
Rend. moyen pondéré : 2.707%
Bid-to-cover ratio : 1.50

ISIN Code : BE0312830053 - 11/11/2027
Montant accepté (EUR milliards) : 1.701
Rend. moyen pondéré : 3.152%
Bid-to-cover ratio : 1.38

Pour plus de détails, voir les pages Refinitiv BELG/TC ou Bloomberg BEDA - TC Auctions - Results.

Dette de l'État fédéral à la fin octobre 2026

À la fin octobre 2026, la dette de l'État fédéral s'élevait à 584,26 milliards d'euros. La dette de l'État fédéral a ainsi augmenté de 2,78 milliards d'euros depuis septembre.

Belgische Nationalbank

Höhere Energiepreise kurbeln den Außenhandel an

16 Nov 2026 - 11:00

Höhere Energiepreise steigern den Wert der belgischen Ein- und Ausfuhr, während die Volumina zurückgehen. Auffällig im Rahmen der engeren Partnerschaft zwischen der EU und Kanada: Die belgische Ausfuhr nach Kanada wird von pharmazeutischen Produkten dominiert, die Einfuhr von Rohstoffen. … weiter lesen (fr)

Vlaamse Regering

Ministerraad via elektronische procedure van 17 november 2026

- Regeringsamendementen programmadecreet

Ministerraad van 13 november 2026

- Opmaak Vlaams Nationaal en Regionaal PartnerschapsPlan (NRPP): plan van aanpak
- Wijzigingsprotocollen bij Verdrag over de internationale burgerluchtvaart: voorontwerp van instemmingsdecreet
- Controle uittreksel strafregister in het jeugdwerk

- Activering sociale huurder
- Vrijwillige samenvoeging van gemeenten
- Vereveningsprocedure 2026
- Tewerkstelling van buitenlandse werknemers: wijzigingsbesluit au pairs
- Lijst opleidingen hoger onderwijs 2026-2027
- Herverdeling AGODI-provisie
- Wijziging organisatie arbeidsbemiddeling en beroepsopleiding: vergoedingen cursisten in het kader van competentieontwikkeling
- Versterking lerarenopleidingen
- Basisbekwaamheden en basiscompetenties lerarenopleiding
- Milieustrafrichtlijn
- Steunpunt Welzijn, Volksgezondheid en Gezin (WVG): subsidie uitvoering wetenschappelijk onderzoek
- Subsidie Vlaamse Intersectorale Akkoorden (VIA) voor de social profit- en de non-profitsectoren in de socio-culturele sector
- Brandstof DOP-uren
- Projectoproep Levend Water
- Wijziging decreet over duurzaam beheer van materiaalkringlopen en afvalstoffen (Materialendecreet): verwerking persoonsgegevens
- Actieprogramma rechtszekere en robuuste vergunningen en optimalisaties regeling gemeentewegen: voorontwerp van wijzigingsdecreet
- Kader voor het invoeren van intelligente vervoerssystemen op het gebied van wegvervoer en voor interfaces met andere vervoerswijzen
- Opheffing subsidie aan erkende instellingen voor het terugkommoment in het kader van de rijopleiding categorie B
- De Werkvennootschap (DWV): vervanging regeringscommissaris
- Samenwerkingsakkoord begeleiding en behandeling verdachten/daders seksuele misdrijven: voorontwerp instemmingsdecreet
- Wijziging oprichtingsdecreet Adviescommissie voor Voorzieningen van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin en (Kandidaat-)pleegzorgers
- Wijziging diverse decreten rond Wonen: verplichtingen kandidaat-huurders en sociale huurders met het oog op een betere activering en toeleiding naar de arbeidsmarkt
- Aanpassingen Decreet Algemene Bepalingen Milieubeleid (DABM) en Decreet duurzaam beheer materiaalkringlopen en afvalstoffen: omzetting Europese regelgeving en versterking asbestafbouwbeleid
- Mededelingen

Gouvernement de Wallonie

Mitteilung vom 12.11.2026

Data centers : la Wallonie fixe un cadre clair pour saisir les opportunités tout en préservant ses ressources stratégiques

La Wallonie veut prendre toute sa place dans le développement de l'économie numérique et de l'intelligence artificielle. A cette fin, le Gouvernement wallon se dote d'un cadre régional clair pour fixer les conditions d'accueil des data centers, en préservant notamment l'accès aux ressources essentielles pour les besoins des habitants et des entreprises. … lire plus

Commerce Wallonie : un accompagnement renforcé pour dynamiser le commerce wallon

Le Gouvernement wallon a adopté définitivement le projet de décret relatif à l'agrément et au financement des ASBL « Commerce Wallonie ». Cette réforme vise à mieux concentrer les moyens publics sur le soutien au commerce de proximité, à renforcer l'expertise commerciale et à offrir un accompagnement plus efficace aux commerçants. … lire plus

Titres-services : la Wallonie modernise le dispositif et renforce la protection des travailleuses

Le Gouvernement wallon a approuvé une réforme du dispositif des titres-services. L'objectif est de préserver durablement un dispositif important pour l'emploi et les utilisateurs, tout en améliorant la qualité de l'emploi, la formation, la protection des travailleuses, la transparence pour les utilisateurs, la soutenabilité des entreprises et l'efficacité des contrôles. … lire plus

La Wallonie valide son Plan Social Climat

Le Gouvernement wallon affectera plus de 420 millions d'euros du Plan Social Climat à la rénovation énergétique des logements. Dans un contexte budgétaire contraint, ce choix poursuit un double objectif sur la période 2026-2032 : honorer les engagements pris envers les ménages déjà engagés dans des travaux et renforcer le nouveau régime de soutien. … lire plus

Climat : 23 mesures pour mieux protéger les Wallons et préparer le territoire aux risques climatiques

Le Gouvernement adopte son premier Plan d'actions d'adaptation aux changements climatiques. Avec 23 mesures et une enveloppe complémentaire de 40 millions d'euros sur quatre ans, il concrétise la stratégie adoptée en août dernier. Objectif ? Mieux anticiper les inondations, les vagues de

chaleur, les sécheresses et les incendies pour protéger la population, préserver les ressources et renforcer la résilience de l'économie et des infrastructures. … lire plus

Développement durable : la Wallonie adopte sa nouvelle stratégie

Le Gouvernement adopte, ce jeudi, la 4ème Stratégie wallonne de développement durable. Elle fixe les priorités de la Région, jusqu'en 2030, autour d'une vision, d'objectifs et de 16 actions transversales. … lire plus

Financement climatique international : la Wallonie recentre son action

Le Gouvernement wallon approuve une réforme du financement climatique international et valide une enveloppe de 7,382 millions d'euros pour 2027. Le soutien sera désormais structuré autour de trois partenaires de référence, de quoi augmenter la prévisibilité, alléger les procédures et renforcer l'impact. La réforme vise également à mieux mobiliser l'expertise régionale. … lire plus

Climat : trois quarts de mesures engagées, la Wallonie poursuit ses avancées

À l'occasion de la COP 31, le Gouvernement fait le point sur la mise en œuvre du Plan Air Climat Énergie (PACE) 2030 : trois quarts des mesures sont désormais réalisées ou en cours. Un bilan qui confirme la dynamique engagée pour atteindre les objectifs climatiques. … lire plus

Climat : 100 millions d'euros pour aider les communes à agir face aux changements climatiques

Face aux inondations, aux vagues de chaleur, aux sécheresses et aux autres conséquences des changements climatiques, le Gouvernement wallon renforce les moyens d'action des communes. Une enveloppe de 100 millions d'euros soutiendra leurs investissements, complétée par de nouveaux outils et un accompagnement renforcé. L'objectif : permettre à chaque commune d'agir en fonction des réalités de son territoire et de mieux protéger sa population. … lire plus

Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique

Des obstacles à l'emploi aux profils des non-travailleurs. Une analyse des chômeurs et des inactifs en Wallonie
10 Nov 2026

Rapport de recherche de l'IWEPS

À partir de l'enquête ISADF 2025, cette recherche examine conjointement le chômage et l'inactivité en Wallonie ainsi que les obstacles à l'emploi qui leur sont associés. Elle ne vise pas à dresser un diagnostic factuel du marché du travail, mais à comprendre comment les non-travailleurs perçoivent les difficultés auxquelles ils sont confrontés. L'attention portée aux chômeurs comme aux inactifs est essentielle, dès lors qu'une augmentation significative du taux d'emploi ne peut reposer sur les seuls chômeurs. La disponibilité des emplois, importante en contexte, n'est toutefois pas analysée ici. … lire plus

Konzertierungsausschuss

16.11.2026

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
Approbation des procès-verbaux des réunions des 10 et 25 septembre et 6 octobre 2026.
2026C80031.001

Les procès-verbaux des réunions des 10 et 25 septembre et 6 octobre 2026 sont approuvées.

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
Transposition et mise en oeuvre du droit européen en droit belge - Rapport sur l'avancement des transpositions.
2026C80500.001

Les propositions, contenues au point 2 de la note du 30 octobre 2026, sont approuvées.

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
Etat d'avancement des accords de coopération dans les différents Gouvernements et Parlements.
2026C80030.001

Le Comité a pris acte :

- de la note du 6 novembre 2026 du Gouvernement flamand;
- de la note du 6 novembre 2026 du Gouvernement de la Région wallonne;
- des notes du 9 novembre 2026 du Gouvernment de la Communauté française.

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
a) Suivi des convocations et des travaux des Conférences interministérielles.
2026C80051.001
b) Présidences des Conférences interministérielles - État d'avancement.
2026C80051.001

a) Le Comité a pris acte de la note du 2 novembre 2026.
b) Le Comité a pris acte de la liste du 5 novembre 2026.

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
Plan de relance et de résilience - Répartition de la 5e demande de paiement.
2020C80500.003

Les propositions, contenues au point IV de la note du 2 octobre 2026, sont approuvées.

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
Avant-projet de loi portant modification de l'article 15/1 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (brouilleurs anti-drone).
2026C80460.005

Le Comité a marqué son accord sur l'avant-projet de loi portant modification de l'article 15/1 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, tel qu'il sera modifié par les amendements du gouvernement figurant en annexe.

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
Projet d'arrêté royal portant exécution de l'article 28/1 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.
2026C80460.006

La proposition, contenue au point III de la note du 30 octobre 2026, est approuvée.

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
Projet d'accord de coopération entre l'Autorité fédérale, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune visant à créer un Centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations sous la forme d'une institution commune, au sens de l'article 92 bis de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.
2026C80030.012

Le dossier sera reporté et sera validé dès que possible par un Comité qui peut se tenir par voie électronique.

GOUVERNEMENT FLAMAND
Plan social pour le climat belge - Validation et introduction.
2018C80760.001

Le dossier sera reporté et sera validé dès que possible par un Comité qui peut se tenir par voie électronique.

GOUVERNEMENT WALLON
Incendie dans les Hautes Fagnes - Fonds de Solidarité de l'Union européenne – point de suivi.
2026C83330.002

Le Comité a pris acte de la note du 30 octobre 2026.

GOUVERNEMENT WALLON
Projet de décision relative au calendrier de finalisation de l'accord de partage des objectifs et des recettes climat-énergie (« burden sharing »).
2018C80760.001

Le Comité a pris acte de la note du 22 octobre 2026.

GOUVERNEMENT DE LA RÉGION BRUXELLES-CAPITALE
Positionnement stratégique de la Région de Bruxelles-Capitale face aux nuisances sonores croissantes liées au trafic aérien et au conflit d'intérêts engagé par la Région flamande à l'encontre des décisions fédérales du 1er octobre 2026 concernant l'utilisation des pistes et le survol de Bruxelles.
2026C81030.011

Le Comité a pris acte de la note du 22 octobre 2026.

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
Contractualisation - Engagement du personnel enseignant - Groupe de travail interfédéral - Résultats des analyses budgétaires et juridiques.
2026C82800.001

Het Comité heeft akte genomen van de nota van 5 november 2026.

Belgisches Staatsblatt

Deutsche Übersetzungen

N. 257 vom 12. November 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Soziale Sicherheit
Der Minister für Soziale Angelegenheiten - Mitteilung - Der Hohe Rat der Freiwilligen - Zweiter Aufruf, S. 60057.

N. 259 vom 16. November 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Volksgesundheit, Sicherheit der Nahrungsmittelkette und Umwelt
28. Oktober 2016 - **Königlicher Erlass über die Herstellung und die Vermarktung von elektronischen Zigaretten** - Inoffizielle Koordinierung in deutscher Sprache, S. 60548.

N. 260 vom 17. November 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Politik und Unterstützung
19. November 1998 - **Königlicher Erlass über die den Personalmitgliedern der Staatsverwaltungen gewährten Urlaubsarten und Abwesenheiten** - Inoffizielle Koordinierung in deutscher Sprache, S. 60720.

Quellenverzeichnis

PARLAMENTE

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- pdg.be

Abgeordnetenkammer

- lachambre.be

Senat

- senate.be

Parlement Wallonie

- parlement-wallonie.be

Vlaams Parlement

- vlaamsparlement.be

Parlement Fédération Wallonie-Bruxelles

- pfwb.be

Parlement Bruxellois (PRB) & Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

- parlement.brussels

Parlement francophone Bruxellois

- parlementfrancophone.brussels

Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

- raadvgc.be

REGIERUNGEN

Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- ostbelgienlive.be

Föderalregierung

- news.belgium.be

Belgische Nationalbank

- nbb.be/de

Vlaamse Regering

- beslissingenvlaamseregering.vlaanderen.be

Gouvernement de Wallonie

- wallonie.be/fr

Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

- gouvernement.cfwb.be

EUROPA UND REGIONALPOLITIK

Europäische Union

- consilium.europa.eu/de/european-council
- commission.europa.eu/index_de
- europarl.europa.eu/portal/de
- secure.ipex.eu/IPEXL-WEB

Europäischer Rechnungshof

- eca.europa.eu/de

Europäischer Ausschuss der Regionen (AdR)

- cor.europa.eu/de

Europarat - Kongress der Gemeinden und Regionen Europas

- coe.int/en/web/congress/home

Benelux-Parlament

- beneluxparl.eu/fr

Großregion – Gipfel und IPR

- grossregion.net
- cpi-ipr.eu

EVTZ Euregio Maas-Rhein

- euregio-mr.info/de

CALRE - Konferenz der gesetzgebenden Versammlungen der Regionen Europas

- calrenet.eu

AGEG - Arbeitsgemeinschaft Europäischer Grenzregionen

- aebr.eu

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

- const-court.be/de

BELGISCHES STAATSBLATT

- ejustice.just.fgov.be